SWISS NEWS

M A G A Z I N E \cdot S U I S S E \cdot A U \cdot C Œ U R \cdot D E \cdot L $^{\prime}$ E U R O P E

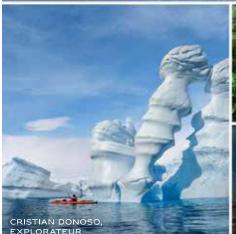
AVENIR
ALIMENTAIRE SUISSE

BÂTIMENTS À ÉNERGIE POSITIVE GENÈVE

Internationale, financière et culturelle











OUE CHERCHENT-ILS?

Les explorateurs, les aventuriers, les scientifiques. Celles et ceux qui, depuis toujours, élargissent les horizons de l'humanité. Rolex était à leurs côtés lorsqu'ils ont atteint le plus profond des océans, les plus hauts sommets de la Terre, les jungles les plus impénétrables et les deux pôles. Mais aujourd'hui plus que jamais, nous savons que notre monde a ses limites. Alors pourquoi continuent-ils de s'y aventurer, encore et toujours? Certainement pas pour la gloire, les honneurs ou un record éphémère. Ce qu'ils cherchent vraiment, c'est à comprendre plus intimement notre planète dans toute sa complexité et sa fragilité, observer son changement et trouver des solutions pour qu'il soit positif. Tant qu'ils auront besoin de nous, nous serons à leurs côtés. Parce qu'aujourd'hui, la véritable découverte ne consiste plus à fouler de nouveaux territoires, mais plutôt à poser un regard neuf sur les splendeurs de notre planète. À raviver notre sens de l'émerveillement, à agir pour préserver ce petit point bleu pâle perdu dans l'univers. Et donner le meilleur de nous-mêmes pour une planète perpétuelle.



OYSTER PERPETUAL SUBMARINER DATE

#Perpetual





SOMMARE CLEANTECH

EDITORIAUX	+ LA MAISON BEP (BÄTIMENT À ÉNERGIE POSITIVE), AVENIR DE LA CONSTRUCTION	
+ REJOIGNEZ-NOUS POUR PG. 05 FÊTER NOS 125 ANS !	+ MISE EN RÉSEAU DES VOITURES ÉLECTRIQUES ET DES BÂTIMENTS	PG
+ GENÈVE ET LA CLEANTECH: LÀ OÙ LA DIFFICULTÉ ET LA COMPLEXITÉ EXISTENT, LE POTENTIEL DE CROISSANCE INNOVATIVE,	LA RECHARGE BIDIRECTIONNELLE, UNE SOLUTION MULTIPLE	
TECHNOLOGIQUE ET DURABLE EST IMMENSE.	+ BIODIVERSITÉ - UNE NOUVELLE THÉORIE Pour Aider à protéger les écosystèmes	PG
+ LA SUISSE ET LE LUXEMBOURG : PG. 09 CLEANTECH ET SUSTAINABLE FINANCE COMME DÉFIS ET CHANCES POUR NOS DEUX PAYS	+ L'ENTREPRISE DURABLE : CHOIX OU NÉCESSITÉ	PG
+ CLEANTECH : LA SUISSE S'ENGAGE POUR PG. 11 UNE COLLABORATION AU NIVEAU EUROPÉEN	+ LE RÈGLEMENT EUROPÉEN - TAXONOMIE VERTE	
	CANTON ET RÉPUBLIQUE DE GENÈVE	
+ RELATIONS SUISSE-UNION EUROPÉENNE : PG. 13 L'IMPATIENCE GRONDE.	+ BUILDING BRIDGES, PLACE FINANCIÈRE GENEVOISE : HUB DE LA FINANCE DURABLE	PG
CLEANTECHS	+ GENÈVE DEVIENDRA LA CAPITALE MONDIALE DES CHAMBRES DE COMMERCE	PG
+ FAIRE CONFIANCE AUX CLEANTECHS ET OPTER POUR LA SOBRIÉTÉ	+ LE GRAND GENÈVE : UN TERRITOIRE FRANCO-SUISSE AUX MULTIPLES RESSOURCES	PG
+ ASSURER LE FUTUR DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE : PG. 17 LE PREMIER DES DÉFIS POUR L'ENVIRONNEMENT	ET AUX ENJEUX PARTAGÉS	
ET POUR LES HABITANTS DE LA PLANÈTE	+ GENÈVE - BEAUTÉS NATURELLES ET ARTISTIQUES	
+ AVENIR ALIMENTAIRE SUISSE, UNE PRÉOCCUPATION DU RÉSEAU SDSN	DIVERS	
+ CLIMATE PROTECTION: PG. 25	+ EVENTS	PG
BUSINESSES OVERTAKE POLITICS	+ CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE	

MAGAZINE **DE LA CHAMBRE** DE COMMERCE SUISSE POUR LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Siège de la Chambre Rue du Mail 13-15 B - 1050 Bruxelles GSM : +32 493 880 764

EUROPÉENNE NEUTRE EN CO. SERA EN BELGIQUE

+ EN 2030, LA PRINCIPALE CIMENTERIE

Rédaction

B - 1000 Bruxelles

Conception et réalisation

Impression

+ ASSOCIATIONS SUISSES EN BELGIQUE

Editeur responsable

Copyright

textes publiés dans la revue, Les articles signés n'engagent



Efficiency Responsiveness Flexibility Proficiency Creativity Innovation

Our Practice Areas

Litigation
Banking & Finance
Corporate and Mergers
& acquistions
Employment & migration
White collar crime and
international legal assistance
Real estate & construction

Tax
Start-ups
Family law and adult
and child protection law
Private clients
Arbitration
Intellectual property
and data protection

Rejoignez-nous pour fêter nos 125 ans!

réée en 1898, la Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg (www. chambredecommercesuisse.ch) fête cette année ses 125 ans. Joyeux anniversaire!

Cette institution est une plateforme de rencontres entre les milieux belges, européens, luxembourgeois et suisses aussi bien dans les domaines économique, politique que culturel.

Président depuis 2007, c'est toujours avec un énorme plaisir que j'écoute les gens me dire qu'ils se sont rencontrés à l'occasion de l'un de nos événements et qu'ils entretiennent depuis lors des contacts professionnels ou personnels.

Pour atteindre ses objectifs, notre chambre de commerce organise une dizaine d'événements à la fois en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg. Parmi ceux-ci, trois sont fixes : le cocktail de nouvel

an au début du mois de février à Luxembourg; le cocktail d'été au courant du mois de juin à Bruxelles; le dîner de Noël à Bruxelles. Par ailleurs, nous avons comme tradition d'organiser un dîner à l'occasion de l'arrivée d'une nouvelle ambassadrice ou d'un nouvel ambassadeur en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg ou après de l'Union européenne. En 2022, les évènements suivants ont été organisés :

- 4 mai 2022: Dîner à la Chaufferie à Bruxelles
 8 juin 2022: Cocktail d'automne au Château de La Hulpe à Bruxelles
- 29 juin 2022: Friends of Switzerland au Press Club à Bruxelles
- 6 septembre 2022: Dialogues avec Monsieur Elie Barnavi, Professeur émérite d'histoire, ancien Ambassadeur d'Israël en France,

Conseiller scientifique auprès du Musée de

- l'Europe à Bruxelles, à l'occasion de la parution de ses mémoires à l'Hôtel Le Plaza à Bruxelles
- □ 10 octobre 2022: Friends of Switzerland au Press Club à Bruxelles
- □ 14 novembre 2022: Dîner de Noël dont l'invité était Visions du Réel (festival de films documentaires) à Flagey à Bruxelles
- 23 novembre 2022: Conférence organisée par le Comité CH-UE à l'Université de Genève
- 7 décembre 2022: Dîner-conférence de S.E. M. l'Ambassadeur Markus Börlin au Cercle Münster à Luxembourg

Par ailleurs, comme mentionné ci-dessus, la Chambre de Commerce Suisse organise trimestriellement en collaboration avec economiesuisse et Switzerland Cheese Marketing un afterwork intitulé "Friends of Switzerland" afin de permettre aux différents amis de la Suisse de se rencontrer de manière informelle.

Afin de communiquer de manière régulière avec ses 200 membres et ses centaines de sympathisants, notre chambre de commerce publie chaque année une revue intitulée Swissnews dont chaque numéro porte sur un sujet spécifique et présente un des 26 cantons helvétiques. Cette année, il s'agit de la cleantech et du canton de Genève. En outre, nous publions chaque trimestre une Swissletter qui, notamment, rappelle les événements passés, annonce ceux à venir et contient un résumé d'un certain d'ouvrages consacrés à la Suisse.

Je tiens à souligner les excellents rapports que notre chambre de commerce entretient avec les ambassades de Suisse en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'avec la Mission suisse auprès de l'Union européenne. Je saisis cette occasion pour remercier Madame l'Ambassadrice et Messieurs les Ambassadeurs pour

> le soutien et pour tout ce qu'ils font pour le bien commun. Vous trouverez d'ailleurs un éditorial de chacun d'eux, comme c'est le cas chaque année, dans le présent Swissnews.

> Comme je l'ai indiqué ci-dessus, la Chambre de Commerce Suisse a également comme vocation d'être une plateforme de rencontres avec les milieux européens. Pour ce faire, elle comprend un Comité CH-UE présidé par Me Jean Russotto qui a comme objectif de soutenir et d'encourager les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Pour ce faire, ce comité fait paraître des publications dans la presse, organise des rencontres ainsi que des événements notamment en Suisse. Vous trouverez un éditorial de Me Jean Russotto dans les pages qui suivent.

Notre chambre de commerce vit uniquement grâce au travail bénévole des membres de son conseil d'administration et de son comité de direction ainsi que des cotisations de ses membres et des soutiens financiers de ses sponsors que je ne saurais assez tous remercier.

Afin de permettre à la Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg de continuer à assumer sa vocation de plateforme de rencontres, je ne peux qu'inviter les lecteurs à nous rejoindre à l'occasion de nos 125 ans!

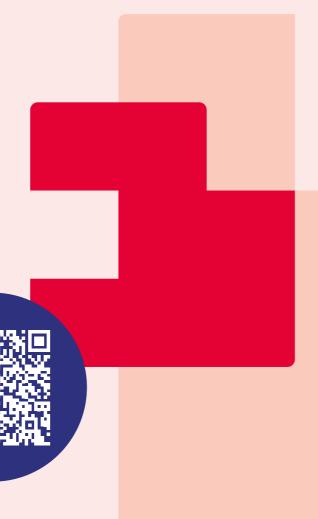
PHILIPPE KENEL (pkenel@pplex), Président de la Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg chambredecommercesuisse.com

pplex.ch

Assurez l'avenir de vos collaborateurs

avec le Benefit Plan, l'assurance de groupe de Baloise

Vous voulez récompenser vos collaborateurs? Grâce au Benefit Plan, vous leur offrez non seulement un beau complément à leur pension, vous pouvez aussi les protéger via des couvertures complémentaires. Pour eux, cela signifie bien plus qu'une hausse de salaire brut. Et vous? Vous bénéficiez d'un avantage fiscal. Toujours bon à prendre, non?



Baloise Belgium SA | Entreprise d'assurances agréée sous le n° de code BNB 0096 | Baloise est le nom commercial de Baloise Belgium SA | Siège: City Link, Posthofbrug 16, 2600 Antwerpen, Belgique | TVA BE 0400.048.883 | RPM Antwerpen, division Antwerpen | Tél.: +32 3 247 21 11

Établissement: Boulevard du Roi Albert II 19, 1210 Bruxelles, Belgique | Tél.: +32 2 773 03 11 | IBAN: BE31 4100 0007 1155 | BIC: KREDBEBB | info@baloise.be | www.baloise.be

ER: Baloise, City Link, Posthofbrug 16, 2600 Antwerpen, Belgique



EDITORIAL P. BRANDT SWISSNEWS 2023-2024

Genève et la cleantech : « Là où la difficulté et la complexité existent, le potentiel de croissance innovative, technologique et durable est immense. »

ans un monde aussi complexe que celui dans lequel nous évoluons actuellement, les défis sont multiples. Les enjeux énergétiques et environnementaux constituent des challenges globaux à court comme à long terme, face au contexte actuel d'incertitude et d'instabilité lié à l'approvisionnement énergétique et aux changements climatiques. Ces questions complexes interpellent et poussent à réfléchir à des solutions innovantes en matière d'utilisation durable des ressources naturelles. Face à ces défis, la Suisse fait le choix de se tourner vers

la technologie et les sciences comme clés du succès de demain. Car là où la difficulté et la complexité existent, le potentiel de croissance innovative, technologique et durable est immense. C'est ainsi sur la base de la politique suisse pionnière en matière d'énergies renouvelables que s'est développé, ces dernières années, le Geneva Cleantech cluster. Le réseau genevois en matière de technologies propres regroupe les startups dans le domaine de la cleantech, secteur dynamique et en pleine expansion. La cleantech désigne les technologies, les industries et les services qui visent à mettre en place une utilisation durable des ressources naturelles.

La création du Cleantech Alps, plateforme chargée du networking, du développement et du soutien des PME et des startups de la cleantech, et du Geneva Science and Diplomacy Anticipator

(GESDA), forum permettant de mettre en contact les mondes académique, diplomatique et de la recherche, constituent les bases du Geneva Cleantech hub. Grâce à cela, une foison de projets dans les domaines de l'intelligence artificielle avancée, de l'éco-régénération et de l'ingénierie électrique durable a vu le jour à Genève. Le Geneva Cleantech cluster s'insère également dans le network constitué par les écoles supérieures de l'arc lémanique - notamment l'EPFL -, dont l'excellence est internationalement reconnue.

Genève s'est ainsi constituée en véritable hub d'attraction des startups actives dans le secteur de la cleantech. À cet égard, le soutien de groupes mondiaux comme DuPont de Nemours, ABB Sécheron et Sunpower Systems - trois acteurs internationaux majeurs dans les technologies propres de l'automatisation et de l'électrification

basés à Genève - a été précieux afin d'accompagner la création du Geneva Cleantech hub.

Mais alors, pourquoi ce hub s'est-il créé à Genève ? La ville se démarque car elle présente une série d'intérêts uniques et inégalés ailleurs. Sa situation géographique lui confère une place de choix, à proximité de différents marchés européens dont ceux de la France, de l'Allemagne, de l'Italie mais aussi du Royaume-Uni. Située sur l'arc lémanique, Genève bénéficie par ailleurs d'un véritable bassin de main d'oeuvre hautement qualifiée, grâce aux contacts resserrés

avec d'imminentes institutions de recherche, de développement et d'éducation supérieure offrant leur soutien - telles que le CERN, les Universités de Genève et de Lausanne, l'école internationale de business et de management IMD, l'EPFL, le Wyss Center pour la bio-ingénierie et le Campus.

Biotech. Ce réseau dynamique, qui bénéficie largement des soutiens financiers alloués par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, permet à la multitude de startups qui se développent à Genève de grandir en alliant innovation, expertise et excellence dans les secteurs économiques à haute valeur ajoutée liés à la cleantech. Si la ville du bout du lac séduit pour ses nombreuses opportunités d'investissements, de croissance et d'éducation, la qualité de vie élevée, les loisirs ainsi que les activités culturelles qu'elle offre constituent également un avantage

qui attire les travailleurs hautement qualifiés et leurs familles. La fiscalité avantageuse consistant en des allègements ou des conditions particulières accordés par le canton de Genève contribue également à attirer les sociétés répondant à certains critères déterminés. Le climat général de sécurité et de stabilité qui règne à Genève assure des opportunités prévisibles et dynamiques d'investissements.

Le Geneva Cleantech hub constitue ainsi une porte ouverte sur l'avenir et s'offre une place de choix dans les secteurs qui feront toute la différence dans le monde de demain.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

PHILIPPE BRANDT

Ambassadeur de Suisse en Belgique



MADE BY US - LOVED BY YOU

FUNCTIONALITY IS PART OF OUR FAMILY

epuis ma prise de fonction, en septembre 2022, j'ai l'honneur et le plaisir de représenter la Suisse au Grand-Duché de Luxembourg. Nos deux pays entretiennent d'étroites relations amicales, empreintes d'une estime fondée sur le respect mutuel.

La Suisse et le Luxembourg partagent de nombreux points communs, à commencer par leur situation centrale en Europe, le multilinguisme, le français et l'allemand comme langues nationales ainsi que l'importance de la place financière dans la prospérité et le développement économique du pays. En la matière, la Confédération et le Grand-Duché misent sur une politique financière durable, adaptée aux enjeux sociaux et écologiques de l'époque, qui a vocation à positionner leurs places financières comme des marchés leaders mondiaux dans le déploiement d'une finance durable (Sustainable Finance). Et ce, non seulement dans l'intérêt de développer une économie durable et

respectueuse de l'environnement, mais également en vue de renforcer leur position économique de façon pérenne, aspect essentiel au vu de la forte progression des prises de conscience écologiques, en particulier au sein de la jeune génération.

Aussi, les deux pays comptent-ils bien jouer un rôle pionnier dans le domaine de la finance durable, ainsi que des instruments financiers et des technologies y afférents, l'objectif étant de consolider à long terme le statut de leader international des deux places financières dans cette économie mondiale en pleine transition vers un modèle d'avenir davantage axé sur le développement durable. À ce titre, les deux pays sont membres, entre autres, du Réseau international des centres financiers pour le développement durable, sis à Genève et placé sous l'égide des Nations Unies. Ce regroupement de banques

centrales et d'autorités de surveillance s'applique à échanger sur les pratiques ayant fait leurs preuves afin d'accélérer la migration vers une économie durable.

Autre facteur clé de la réussite du développement économique durable, l'industrie des *cleantech* – thème principal de ce numéro de Swissnews - doit bénéficier d'un financement solide, en parfaite cohérence avec les objectifs du développement durable. Il s'agit là d'une véritable opportunité, pour nos deux pays, de développer une industrie des *cleantech* à la fois prospère et compétitive sur le plan international. Les places financières de nos deux pays, fortes et performantes, peuvent contribuer de manière décisive, sous le sceau de la finance durable, à la mise en place et au développement de ces

industries porteuses d'avenir. Cela constituera un avantage compétitif décisif pour nos deux économies nationales, dans un contexte concurrentiel mondial de plus en plus difficile, en particulier pour l'Europe, dans de nombreuses technologies clés.

Dans nos deux pays, l'industrie des cleantech florissante mise en place profitera non seulement des atouts d'une place financière forte, mais également d'une base de savoir-faire industriel particulièrement solide ainsi que de la présence de PME et de start-ups innovantes et dynamiques. Dès 2021, le secteur de la cleantech représentait 4,5% du PNB en Suisse, et une part relative encore plus élevée de l'emploi total. L'économie étant vouée à être toujours plus tournée vers les objectifs de protection climatique, le secteur continuera, de toute évidence, à générer une plus-value supplémentaire, supérieure à la moyenne.

Au Luxembourg aussi, où il bénéficie du soutien très engagé des

autorités, ce secteur ne cesse de gagner en importance. En accueillant le Cleantech Forum Europe en 2020, le pays a profité de cette tribune pour mettre en lumière sa position et ses atouts et envoyer un signal fort, notamment à la communauté européenne des PME et des start-ups de la cleantech. Au Luxembourg, le dynamisme qui anime ce secteur se traduit notamment par l'émergence des smart cities et de la smart mobility.

Face à ces évolutions, et à celles que connaît la finance durable, la Suisse et le Luxembourg font figure à la fois de partenaires et de concurrents. Il nous incombe, à nous tous, de faire en sorte que nos deux pays puissent profiter au maximum d'un partenariat complémentaire et mutuellement enrichissant avec, en toile de fond, une situation concurrentielle stimulante.

Dans cet esprit, je salue le choix de la rédaction de consacrer ce numéro de Swissnews à l'industrie des cleantech, et je me réjouis d'en apprendre davantage sur le sujet.

Je souhaite, enfin, profiter de l'occasion pour réitérer mes plus sincères remerciements aux membres de la Chambre de commerce suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, et plus particulièrement au président Philippe Kenel et au vice-président Robert Goeres, pour leur accueil chaleureux à mon arrivée.

MARKUS BÖRLIN

Ambassadeur de Suisse au Grand-Duché de Luxembourg

Alors on danse...! Toute l'actualité de la compagnie, les images, les vidéos sur bejart.ch et les réseaux sociaux

Cleantech : la Suisse s'engage pour une collaboration au niveau européen

lors que les effets du changement climatique occupent une place de plus en plus proéminente dans notre vie quotidienne, beaucoup de pays déploient de gros efforts pour atteindre leurs objectifs de réduction nette des émissions. Une nouvelle économie de l'énergie axée sur l'expansion de la fabrication de technologies propres a vu le jour et les entreprises cleantech recherchent l'environnement le plus attractif pour faire prospérer leurs activités.

Cette situation donne lieu à une concurrence au niveau mondial entre les pays et régions, comme le montrent, par exemple, la loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis ou le « European Green Deal » et son « Industrial Plan ». Selon l'Agence internationale de

l'énergie (AIE), le marché mondial des technologies énergétiques propres produites en masse atteindra 650 milliards de dollars par an en 2030, soit plus de trois fois la somme actuelle. De plus, les emplois qui y sont liés feront plus que doubler pour atteindre près de 14 millions d'ici à 2030, en supposant que les pays du monde entier atteignent les objectifs annoncés.

Quel potentiel ont la Suisse et l'UE pour positionner l'Europe dans cette compétition?

Le Green Deal européen étant la priorité absolue de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, le secteur cleantech est appelé à prospérer. Le plan industriel du pacte vert européen, annoncé pour la première fois lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 2023, complète à la fois le Green Deal et REPowerEU

(plan pour garantir l'indépendance énergétique de l'Europe suite à la guerre en Ukraine). En outre, le plan industriel met en œuvre les objectifs "zéro émission" sous la forme d'une stratégie de croissance. Ce plan vise à stimuler le secteur cleantech en créant un environnement qui lui soit favorable. L'objectif final n'est pas seulement d'accroître la compétitivité de l'Europe sur la scène internationale, mais aussi de promouvoir sa prospérité.

La Suisse, de son côté, n'est pas seulement connue pour son excellent chocolat et ses mémorables montagnes. En effet, depuis des siècles déjà, elle fait preuve d'un esprit pionnier et accorde une grande importance à la promotion de l'innovation. Cela se reflète également dans ses efforts vers un développement global respectueux de l'envi-

ronnement. Entre autres, l'adoption de la première loi de l'environnement en Europe et la politique de transfert du trafic des marchandises de la route au rail le prouvent. De nombreuses personnalités suisses telles que Josef Jenni, qui a construit la première maison entièrement alimentée en énergie solaire en Europe, ainsi que Bertrand Piccard et André Borschberg, fondateurs et pilotes de Solar Impulse, ont également eu un impact notable dans le domaine.

La Suisse a créé un environnement favorable pour l'expansion du secteur des cleantech. Par exemple, la plateforme CleantechAlps fournit un portail pour les start-ups cleantech suisse qui leur garantit une visibilité auprès des médias, investisseurs et partenaires potentiels. De plus, la présence de centres de recherches d'excellence tels

que les écoles polytechniques fédérales de Zurich (ETH Zurich) et de Lausanne (EPFL) dans une région géographique relativement petite, offre un environnement unique aux entreprises.

En lien avec le Green Deal européen, la Suisse a annoncé en août 2019 ses ambitions d'atteindre zéro émission carbone d'ici 2050. Un mois plus tard, le Conseil fédéral a annoncé que le secteur du cleantech ferait dorénavant partie intégrante des stratégies de la Confédération. Classée première pour la douzième année consécutive dans le WIPO Global Innovation Index 2022, la Suisse se trouve dans une position favorable pour attirer de nombreux investisseurs et talents. De plus, elle bénéficie d'un bon voisinage : le continent européen représente plus de 50 pour cent des dix premières économies les plus innovatrices au monde.



RITA ADAM

Ambassadrice, Cheffe de la Mission de la Suisse auprès de l'UE



Selon l'accord de Paris sur le climat, l'Europe doit atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour atteindre cet objectif, nos modes de vie et de production doivent évoluer pour permettre une transition durable de l'économie.

La durabilité un projet commun en Europe

Ce changement représente un défi particulièrement important pour le secteur du textile. Avec les prochaines réglementations de l'UE, qui ont pour objectif de mettre en place une économie circulaire pour tous les produits textiles disponibles sur le marché de l'UE, la branche devra opérer de grands changements. Les entreprises textiles suisses contribuent à la mise en œuvre de l'économie circulaire grâce à de nombreuses innovations.

La Suisse doit suivre les efforts de l'UE en matière de durabilité. Seuls des réglementations uniformes et des objectifs communs peuvent garantir une coopération efficace entre les pays européens. Cela est d'autant plus nécessaire pour que les produits textiles suisses puissent continuer à circuler au sein du marché intérieur de l'Union européenne.

Une transition durable de l'économie n'est possible que par-delà les frontières. La coopération entre les institutions privées et publiques, les régions et les pays voisins est indispensable si nous voulons atteindre la neutralité climatique en Europe d'ici 2050. Mettons-nous au travail!





Relations Suisse-Union européennes l'impatience gronde

ien, dans l'histoire des relations entre la Suisse et l'UE, n'a jamais été tranquille. Depuis l'Accord de libre échange de 1972 jusqu'à la pénible rupture des négociations sur un accord institutionnel en mai 2021, ces relations ont connu des hauts et des bas constants, tous déconcertants, un bateau qui tangue sans jamais sombrer. Le poids des ans fait son œuvre. Le couple Suisse-UE, trop régulièrement aigri, continue à opérer tant bien que mal dans une bulle économique et politique, dangereusement, près de l'explosion. Le dilemme est évident et sans appel: participer aussi pleinement que possible à l'UE sans vouloir y appartenir, comme membre à part entière. Comment expliquer cette dichotomie qui perdure et y mettre terme?

Rechercher sans cesse une forme d'intégration économique de la Suisse à l'UE, le plus vaste marché économique du monde, tombe sous le sens. Un pays aussi économiquement prospère et solide ne peut que coopérer étroitement avec l'UE dans d'innombrables domaines. Créer un réduit économique pour la Suisse est utopique

et infaisable. Quatrième partenaire de l'UE, la Suisse a créé des liens économiques extrêmement étroits avec l'UE, à l'exception, par exemple, de l'électricité, des services financiers et de la santé. Le grand marché intérieur de l'UE n'a plus de secret pour la Confédération et ses cantons. Les accords sectoriels bilatéraux en place sont à plusieurs égards une voie royale, unique et incomparable dans les relations que l'UE entretient avec une multitude de pays tiers.

Sous peine de s'effriter, l'UE doit contrôler rigoureusement son royaume et tout pays tiers qui y participe est tenu d'en respecter les règles. La même discipline s'applique à ses vingt-sept Etats- membres, une tâche non sans défi.

Ces contraintes réglementaires de l'UE viennent naturellement et régulièrement bousculer l'ordre

politique et constitutionnel suisse, d'où une perpétuelle tension latente et malsaine qui freine substantiellement et parfois bloque purement et simplement le développement de la coopération.

L'UE réclame depuis des années et sans succès, une base nouvelle, demandant à être sérieusement rénovée et fonctionnelle, de sa relation avec la Suisse. Il va sans dire qu'il est impossible, irréalisable pour la Suisse, même si elle le voulait, de s'extraire de cette collaboration vitale et, simultanément, refuser de reprendre, à son compte, certaines normes communautaires. Exemple parmi d'autres : il est compréhensible que la Suisse, un pays tiers souverain, veille méticuleusement à ne pas être cernée par une reprise dite dynamique des règles européennes concernant la libre circulation des personnes

dont, en particulier, la protection des salaires. L'intervention, et en fin de compte le rôle de la Cour de Justice de l'UE dans le bon fonctionnement des accords avec la Suisse, est devenu un épouvantail, considéré comme une ingérence inacceptable dans la souveraineté nationale. On le sait et on le répète en vain, il s'agit là d'un argument infondé, toxique, développé par ceux qui ne voient dans l'UE qu'un grand marché où chacun devrait se servir librement. Cet antagonisme entre la souveraineté de la Suisse, telle qu'elle la perçoit et la pratique et sa participation au marché intérieur de l'UE reste difficile résoudre tant les opinions demeurent vigoureusement tranchées de part et d'autre.

Des solutions sont actuellement en vue, mais les concessions réciproques entre les deux partenaires sont complexes et la pesée des intérêts et surtout, la création d'un parfait équilibre freinent les discussions initiées il y a bientôt deux ans. La diplomatie suisse œuvre de son mieux, avec une véritable dévotion et finesse. On ne peut en dire autant de la classe politique, à tous niveaux. Un travail technique de haut vol se doit être soutenu par une volonté politique claire ;

pour l'instant, elle est difficilement perceptible et encore volatile.

Le Comité Suisse-UE, un organe apolitique de la Chambre de Commerce suisse en Belgique et au Luxembourg, s'efforce d'apporter des explications et des clarifications dans ce difficile débat. Il constate avec satisfaction que les autorités suisses progressent lentement, mais soigneusement, dans le dialogue exploratoire engagé avec la Commission européenne. Les pourparlers et sondages pourraient, dit-on, aboutir à l'adoption des bases pour un mandat de négociation avec l'UE, en juin prochain. Rien toutefois n'est moins certain que ladite date, d'ailleurs accompagnée d'une autre, à savoir la conclusion d'un accordcadre de deuxième génération, à l'été 2024, comme souhaité par la Commission européenne.

Le Comité Suisse-UE continuera ses efforts d'explication par l'intermédiaire de publications et de conférences publiques sur des thèmes précis tels que la possible réintégration de la Suisse dans le programme européen de recherches Horizon. Le principal souci et objectif de l'économie suisse est d'assurer la poursuite et le maintien de liens pérennes avec l'UE et, à tout prix, éviter la lente et coûteuse érosion qui menace la survie même de la construction bilatérale. Et au-delà, si la Suisse le veut bien, conserver la place de choix à laquelle elle a droit dans une Europe solidaire et forte. Une histoire de famille à régler au plus tôt..

JEAN RUSSOTTO
Président du Comité CH-UE



Faire confiance aux cleantechs et opter pour la sobriété

Par PAUL SOYEUR

Choisir les cleantechs comme sujet principal du Swissnews 2023, c'est réagir face au pessimisme généralisé concernant l'avenir de notre planète et montrer qu'un large éventail de solutions vont permettre - et permettent déjà - de la préserver.

éfinissons tout d'abord ce que recouvre ce mot de "cleantech", littéralement "technologies propres" (on utilise aussi greentech ou ecotech).

Dire que c'est allier écologie et technologie, c'est étymologiquement correct, certes, mais ne rend pas compte de tout ce que recouvre l'univers des cleantechs, cette galaxie en cours d'exploration et en plein développement.

Un univers où l'on recense:

- les développeurs de ces nouvelles technologies qui visent au développement durable, ce qui correspond à préserver aussi bien notre qualité de vie que celle de nos enfants et petits-enfants moyennant bien sûr une certaine sobriété,
- ceux qui appliquent ces technologies pour faire de leurs entreprises des acteurs responsables qui intègrent dans leurs stratégies les impacts environnementaux
- et enfin, ceux qui investissent dans les unes et les autres pour participer à ce monde nouveau plus respectueux de ses impacts sur la planète.

Il va de soi que les technologies propres imposent une approche interdisciplinaire, où scientifiques de différents savoirs, ingénieurs, économistes et entrepreneurs s'associent pour analyser le plus objectivement possible les conséquences à moyen et long terme des actes posés individuellement ou collectivement vis-à-vis de la nature. Avec comme finalité d'établir des règles pour préserver ou recréer un environnement propre, et notamment, de ne pas épuiser les

ressources existantes, de ne pas porter atteinte à la biodiversité de la flore et de la faune, de ne pas nuire à la qualité des eaux et des sols par le déversement de produits chimiques toxiques, de limiter la production de déchets non recyclables.

Soulignons que ces nouvelles technologies propres doivent assurer un niveau de prestation au moins égal à celui qu'offrent les technologies traditionnelles. Qu'en plus, elles s'inscrivent dans un contexte d'*innovation industrielle*, porteur de croissance en termes de richesse et d'emplois.

Les technologies propres impliquent une approche globale de la production qui exige que toutes les phases du cycle de vie d'un produit ou d'un processus de fabrication soient abordées avec la préoccupation de prévenir ou de minimiser les risques à court et à long terme pour la santé humaine et l'environnement.

Elles consistent, entre autres, à éviter les dommages environnementaux à la source en utilisant des matériaux, des procédés ou des pratiques qui éliminent ou réduisent la création de polluants ou de déchets.

Dans cet univers "Cleantech", destiné à remplacer bien des pans du secteur économique actuel, on compte tous les besoins de base, qui logiquement sont les plus consommés et par toutes les classes sociales : l'alimentation et donc l'agriculture, l'eau et l'énergie, la mobilité privée, publique ou industrielle, les maisons et les villes ou encore la santé.

Le respect et la préservation de la biodiversité, les objectifs de décarbonation et de développement durable, la prévention des risques, la gestion des déchets et l'économie circulaire sont autant de prises de position qui s'appliquent à l'ensemble de l'économie.

Les organismes financiers occupent une place particulière, puisque leur mission "cleantech", c'est d'orienter épargne et financement vers les entreprises répondant aux critères ESG. Avec, comme le soulignait récemment au Cercle Munster à Luxembourg, Alexandra Merlino, Responsable des affaires réglementaires Europe, Pictet & Cie (Europe), l'obligation d'être le plus objectif possible dans ses propositions et d'éviter le greenwashing.

Vous avez dit "greenwashing" ? Pour rappel, le greenwashing ou écoblanchiment (mais cela, personne ne comprend... on pense tout de suite au blanchiment de fonds monétaires!), est un procédé de marketing et de relations publiques utilisé par une entreprise pour se donner une image non fondée de responsabilité écologique. Par extension de sens, cela peut aussi être accordé aux organisations dont la "climat-anxiété" est le fond de commerce.

Très innocemment, j'avais voulu voir quel succès rencontrait le mot "climato-objectif" - ce que je m'efforce d'être - en faisant une recherche Google... tout à fait inopérante puisque le moteur de recherche confond l'adjectif objectif et le mot objectif. En anglais, "objective" provoquait la même confusion.

J'ai alors eu la curiosité de faire la même demande à Google en ce qui concerne les mots "climato-anxieux" et "climato-sceptique". La réponse a de quoi surprendre. Même si l'on sait que les "contre" s'expriment davantage que ceux qui sont "pour", le score est sans appel. Les mentions de "climato-anxieux" sont de 743 fois en français et de 3.140 fois en anglais... Celles de "climato-sceptique" de 29.300 fois en français et de 194.000 fois en anglais. Ah oui ?!

Je tiens à préciser que cette recherche date du 10 avril dernier, soit après ces bombardements insensés d'oeuvres d'art par des activistes d'*Extinction Rebellion*.

N'empêche, cela témoigne de ce que le débat est largement ouvert et qu'il appartient à tous les faiseurs d'opinion de faire preuve d'objectivité dans leurs discours pour faire adhérer la population à des mesures comme celles qu'envisagent le Plan Alimentaire suisse et les Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies...

Il reste à attendre quelle sera la situation du monde en 2030 (date où les collapsologues comme Pablo Servigne prévoient que l'humanité sera réduite de moitié suite à la crise climato-environnementale) et en 2050 où la montée du niveau des océans devrait, selon certains, avoir largement grignoté les côtes occidentales françaises. A ces deux échéances, la balance penchera d'un côté ou de l'autre, puisque, comme le veut la citation : "Un fait est plus respectable qu'un lord-maire de Londres".

Entre-temps, il faut croire dans les perspectives d'avenir qu'ouvrent les cleantechs et espérer que tout le monde est convaicu que, quels que soient les risques, une indéniable sobriété s'impose à nous dès aujourd'hui.



NL

Vertrouw op cleantech en kies voor soberheid

Kiezen voor cleantech als hoofdthema van Swissnews 2023 betekent reageren op het wijdverbreide pessimisme over de toekomst van onze planeet en een breed scala aan oplossingen presenteren om haar te behouden.

Cleantech", letterlijk "schone technologieën", is een wereld waarin we: de ontwikkelaars van deze nieuwe technologieën die gericht zijn op duurzame ontwikkeling, zij die deze technologieën toepassen om van hun bedrijven verantwoordelijke spelers te maken en ten slotte zij die erin investeren om deel te nemen aan deze nieuwe wereld die meer rekening houdt met zijn impact op de planeet.

EN

Trust in cleantech and opt for sobriety

Choosing cleantech as the main topic of Swissnews 2023 means reacting to the widespread pessimism about the future of our planet and presenting a wide range of solutions to preserve it.

Cleantech", literally "clean technologies", is a world where we find: the developers of these new technologies which aim at sustainable development, those who apply these technologies to make their companies responsible players and finally, those who invest in them to participate in this new world which is more respectful of its impacts on the planet.



7 Rue du Mont Blanc, 1211 Genève 1, Suisse Tél: +41 22 731 57 70. Fax: +41 22 731 52 83

Email: info@gestrust.ch Web: www.gestrust.ch



DES SOLUTIONS À PORTÉE DE MAIN

Professionnel, Personnalisé, Efficace et Confidentiel

Gestrust SA combine un large éventail de services financiers consultatifs pour des actifs particuliers et de sociétés en fonction des besoins spécifiques:

- Constitution de sociétés et administration
- Prestation d'administrateur
- Services de secrétariat aux compagnies
- Services de désigné
- Services fiduciaires

les objectifs financiers.

- Constitution et administration de Trusts •
- Obtention de facilités bancaires et de financement
 - Déménagement •
 - Restructuration de l'immobilier
 - Planification successorale internationale







Intégrité et fiabilité

L'expertise de nos professionnels spécialisés dans un plan cohérent et complet.



Un réseau mondial

Véritablement mondiale avec un réseau de sociétés affiliées situées dans le monde entier.

CLEANTECH SWISSNEWS 2023-2024



il est un besoin de base, c'est bien l'alimentation. Elle est indispensable pour nourrir nos cellules et donner force et énergie à notre corps. Et comme la nature est bien faite, elle est aussi source de plaisir et accompagne toute activité conviviale.

Elle a été une des principales préoccupations des Objectifs du Millénaire des Nations-Unies, elle l'est encore des Objectifs de Développement Durable.

Comme on sait que le système alimentaire actuel est à l'origine d'environ 30% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et constitue un facteur déterminant dans l'appauvrissement de la biodiversité, on ne peut que chercher des solutions innovantes et très diverses à sa pérennité. Ce qui ne peut se faire qu'en orientant globalement le système alimentaire vers un développement durable tout au long de la chaîne de valeur, et pas seulement l'agriculture au sens strict du terme.

Mais avec cette dimension supplémentaire de durabilité, de respect des richesses naturelles, de préservation de la biodiversité.

Distinguons l'agriculture et l'élevage d'un côté (les écosystèmes verts), et les richesses de rivières et de la mer de l'autre (les écosystèmes bleus).

Avant de parler des travaux de SDSN Suisse qui ressortent très largement du domaine politique et fiscal, donnons quelques exemples très concrets de projets de technologies propres et respectueuses de l'environnement qui sont arrivés en phase de commercialisation. Dans le foisonnement de projets, nous avons sélectionné huit projets dans différents domaines de l'industrie agro-alimentaire, menés par des entreprises, essentiellement suisses, de tailles diverses. Tous ces

projets sont à maturité, en phase de test ou déjà implantés en Suisse ou à l'exportation. Ecorobotix, par exemple, a tout récemment conclu un accord d'exportation de son pulvérisateur intelligent avec un distributeur argentin.

→ Les modules solaires à couleur optimisée Voltiron mis au point par la firme suisse Voltiris permettent de combiner la production d'énergie et de cultures.

On le sait : les systèmes alimentaires ont une empreinte carbone importante, mais beaucoup peut être fait pour décarbonner les fruits et légumes. La solution de Voltiris, composée de modules solaires aux couleurs optimisées et compatibles avec la production végétale, permet la transition énergétique des serres et permet aux propriétaires de serres de gagner en durabilité, en indépendance énergétique et en viabilité. La solution, basée sur une technologie de filtrage spectral, est compatible avec les cultures à forte luminosité. Ainsi, les producteurs peuvent exploiter pleinement la grande surface de leurs serres pour les couvrir à 35% maximum avec des modules Voltiris. Pour une serre standard de 5 ha, cela représente jusqu'à environ 17.500 modules solaires installés, transformant ainsi la serre en une centrale photovoltaïque.

Les avantages pour l'environnement : une production d'énergie durable dans la serre 20 fois plus élevée qu'avec la production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE), jusqu'à 80% d'indépendance énergétique pour une serre standard (contre 2% en général), une réduction des émissions de CO2 provenant de l'énergie qui peut aller jusqu'à 80 %.

→ Les Fermes verticales d'intérieur Caulys vise à permettre à quiconque de cultiver des aliments dans les villes en utilisant la technologie hydroponique.

Ce système vise à fournir un outil durable et rentable permettant à quiconque de cultiver des légumes verts frais sur place toute l'année, de la ferme à l'assiette, sans aucun intermédiaire. Cette solution s'appuie sur des techniques de culture en intérieur, en utilisant l'hydroponie et la technologie de l'agriculture en environnement contrôlé. La solution est modulaire, automatisée et connectée, ce qui la rend facile à installer, simple à utiliser et peut être contrôlée de n'importe où.

Le système Caulys qui fait pousser des aliments en seulement 7 jours et se montre très économe en eau, réduit considérablement le transport, l'emballage et les déchets alimentaires, ce qui engendre jusqu'à 70 % de réduction des émissions de CO2. Grâce à une production locale, la suppression des emballages alimentaires, des grossistes et revendeurs, les coûts alimentaires sont réduits de 73%.

→ Le système aéroponique automatisé **Greenova** pour la culture de légumes à feuilles entières dans les serres commerciales s'adresse à une autre cible : les cultivateurs, les transformateurs et les distributeurs qui souhaitent produire des légumes à feuilles frais, cultivés localement et sans pesticides. La solution d'aéroponie mobile à flux unique de taille industrielle permet de cultiver des légumes à feuilles et des herbes aromatiques et médicinales. L'équipement comprend

un robot d'irrigation qui pulvérise de l'eau et des nutriments directement sur les racines des plantes qui sont maintenues par des modules de culture et un logiciel de gestion des cultures (GURU) pour aider aux tâches du gestionnaire de la serre, assurer une traçabilité complète, manœuvrer les modules de culture pour une exécution fluide et suivre les données. Les cultures fleurissent grâce au système de pulvérisation de précision qui assure une disponibilité totale de l'oxygène avec un minimum de risques microbiologiques.

Le premier avantage environnemental de Greenova est de réduire l'utilisation du sol : alors que produire 30 tonnes de laitue en plein champ en 1 an nécessite 1 hectare, soit $10.000~\text{m}^2$, le système aéroponimique Greenova se contente de 315~m2 soit 31~fois moins d'emprise au sol. De même, la consommation d'eau peut passer de $7.500~\text{m}^3$ à $300~\text{m}^3$, soit 96% d'eau en moins.

Le fait de n'utiliser ni pesticides, ni herbicides, ni fongicides et de ne pas rejeter d'eaux usées ou d'effluents préserve la qualité de l'eau et du sol. En cultivant toute l'année dans un environnement contrôlé, le producteur peut prévoir et sécuriser ses revenus.

→ Le projet **Wepot** remet à l'honneur un système d'irrigation millénaire par l'utilisation d'ollas qui rend les plantes naturellement





autosuffisantes et permettant d'économiser jusqu'à 70 % d'eau. Il suffit de planter les ollas au pied des plantes et de les remplir d'eau avant de laisser la magie opérer... Ces réservoirs d'eau en argile poreuse qui affiche jusqu'à 10 jours d'autonomie, ont la capacité d'autoréguler les plantes en eau en répandant lentement et naturellement l'eau autour d'elle. Un système millénaire toujours considéré comme l'un des plus efficaces au monde et le plus durable. Ce système éco-responsable s'adapte à tous les types de plantes, qu'elles soient en pot ou en jardin. De plus, elles augmentent la productivité des légumes et utilisent jusqu'à 70% d'eau en moins que les méthodes conventionnelles.

Ce produit 100% naturel et fabriqué localement augmente considérablement la quantité de légumes produits. Wepot est lauréat 2022 de *Genilem* et du *Réseau Entreprendre suisse*. L'entreprise vient en outre d'être retenue parmi les 5 lauréats en course pour décrocher le prix PERL.

C'est aussi la première manufacture céramique créée en Suisse depuis le XIX siècle! mais équipée d'une imprimante 3D, pour créer les noyaux pour la fabrication des moules en plâtre, une technologie innovante qui donne le pouvoir à l'imagination pour développer une large gamme de formes.

→ C'est un tout autre domaine que celui d'**Ecorobotix**, une firme d'Yverdon-les-Bains qui a développé ARA, un pulvérisateur intelligent - le plus précis du marché - qui, par une pulvérisation ultra précise plante par plante permet de réduire la quantité de produits phyto utilisés de 70 à 95%.

Ses deux fleurons technologiques, ce sont d'une part, des senseurs qui prennent dix images / seconde et reconnaissent les adventices à éliminer et d'autre part, une barre d'alimentation équipée de 156 buses de pulvérisation de 6x6 cm tous les 4 cm. Pouvant avancer jusqu'à une vitesse de 7 km/h, et grâce à une largeur de travail de 6 m, ARA atteint un rendement de surface de 4 ha/h. Ce qui permet de traiter jusqu'à 96 ha en 24h.

Avec les 13 traitements herbicides, fongicides ou insecticides actuellement disponibles, il s'adapte aux grandes cultures en ligne (betterave sucrière ou coton), aux cultures maraîchères (haricot, oignon, salade iceberg, laitues) ainsi qu'aux prairies et gazons où il se montre impitoyable pour les rumex et chardons.

→ Parmi ces innovations de PME helvétiques, présentons un biostimulant crée par la firme belge Solvay: l'AgRHO® S-Boost, un biostimulant à base de guar appliqué sur les semences qui favorise l'absorption de l'eau et des nutriments pour stimuler la germination, la croissance des racines et le rendement.

Appliqué sur les semences par les producteurs de semences ou les agriculteurs, AgRho™ S-Boost agit via un mode d'action unique et se diffuse autour de la semence dans le sol pour créer des canaux pour l'eau et les nutriments et un environnement symbiotique pour les microbiens bénéfiques du sol.

Ses avantages pour l'environnement : une réduction de 4 % des émissions de gaz à effet de serre pour la production de maïs, 12 % d'engrais azotés en moins, 37% de réduction de la consommation d'eau d'irrigation et jusqu'à 3 % d'augmentation des rendements de manière constante sur toutes les principales cultures.

NL

De toekomst van de voedingsindustrie veiligstellen: de grootste uitdaging voor het milieu en voor de mensen Als er één basisbehoefte is, dan is het wel voedsel. Het huidige voedselsysteem is verantwoordelijk voor ongeveer 30% van de uitstoot van broeikasgassen en is een belangrijke factor in de uitputting van de biodiversiteit. We kunnen dus alleen maar op zoek gaan naar innovatieve en zeer diverse oplossingen om de duurzaamheid ervan te garanderen.

Dit moet gebeuren door het voedselsysteem als geheel te oriënteren op duurzame ontwikkeling in de gehele waardeketen.

Uit de overvloed aan projecten hebben wij acht projecten geselecteerd op verschillende gebieden van de voedingsindustrie, uitgevoerd door bedrijven van verschillende omvang, voornamelijk Zwitserse. ■

EN

Securing the future of the food industry: the number one challenge for the environment and for the people If there is one basic need, it is food. The current food system is responsible for around 30% of greenhouse gas emissions and is a key factor in the depletion of biodiversity. We can therefore only look for innovative and very diverse solutions to ensure its sustainability.

This must be done by orienting the food system as a whole towards sustainable development along the entire value chain.

From the abundance of projects, we have selected eight projects in different areas of the food industry, carried out by companies of various sizes, mainly Swiss.

Avenir Alimentaire Suisse, une préoccupation du réseau SDSN

→ On aime les abeilles, surtout quand elles sont mellifères. Aussi, terminons cette présentation de quelques projets de technologies propres par celle du traitement chemical-free **Vatorex**, un traitement sans produit chimique contre le parasite Varroa pour protéger les abeilles mellifères.

L'acarien Varroa est le plus grand problème des abeilles mellifères dans le monde entier. Pas moins de 1,3 million d'apiculteurs et leurs ruches en Europe et en Amérique du Nord sont affectés par le varroa et subissent des pertes annuelles de 40 à 50 % de leurs colonies.

Le traitement par Vatorex utilise le principe naturel de la chaleur pour tuer le parasite de manière non chimique, les abeilles restant indemnes. Grâce à lui, les apiculteurs bénéficient de colonies d'abeilles plus saines, d'une augmentation de 31 % des colonies et d'une réduction des coûts.

Avec le système Vatorex, 50 tonnes de CO_2 sont économisées par client et par an. Le fait que son fonctionnement soit entièrement automatisé, fait économiser 6 déplacements vers le rucher, ce qui se traduit par une économie d'énergie nette de 440 kWh par client et permet aux exploitants de gérer davantage de colonies par travailleur et d'avoir des flux de travail plus rentables.

Vatorex a le potentiel de réduire les pertes d'abeilles domestiques de plus de 20 %. Des colonies d'abeilles plus nombreuses et en meilleure santé assurent une pollinisation suffisante des fruits et des cultures au printemps et permettent la mise en place de systèmes alimentaires robustes. La période de retour sur investissement se situe entre 0,8 et 2,3 ans. Après cette période, les apiculteurs deviennent 20% plus rentables lorsqu'ils utilisent cette solution.

est sous le titre provocateur de "Êtes-vous prêts à renoncer au fromage pour sauver la planète?" que les médias suisse ont fait écho en mars dernier de l'étude du réseau suisse pour le développement durable (SDSN - Sustainable Development Solutions Network) qui, en mettant en réseau la science, l'économie, la société civile, la politique et l'administration, a pour mission de faire avancer la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable des Nations-Unies en Suisse et au-delà.

Partant du constat que l'approvisionnement de la Suisse est menacée par les guerres, les pandémies, le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité, SDSN Suisse a organisé le 2 février dernier un premier Sommet Suisse sur le Système Alimentaire où a été présenté la publication « L'avenir de l'alimentation en Suisse - Livre blanc des principaux leviers et des pistes politiques pour un système alimentaire durable » ainsi que les recommandations de l'Assemblée Citoyenne pour une Politique Alimentaire.

Le livre blanc repose sur l'expertise de plus de 40 scientifiques issus d'institutions de renom qui ont collaboré au sein du comité scientifique Avenir Alimentaire Suisse, initié par SDSN Suisse. Les travaux ont été dirigés par le Dr Lukas Fesenfeld, chercheur en transformation au Centre Oeschger de recherche climatique de l'Université de Berne et enseignant à l'EPF de Zurich. « Il ne s'agit pas seulement de l'agriculture ; il s'agit de toute la chaîne de valeur, depuis la production jusqu'à la consommation », explique-t-il. Et il évoque aussi les défis à relever : « Pour que le système alimentaire suisse soit durable et pérenne, il faut tenir compte non seulement des aspects écologiques, mais aussi des aspects économiques et sociaux. Ceci est particulièrement important pour assurer une mutation socialement équitable du système alimentaire. Cela implique une réorientation stratégique de la politique du système alimentaire. Pour y parvenir, il est nécessaire que l'État apporte son soutien et impose des exigences de manière rapide et ciblée tout au long de la chaîne de valeur. »

Les scientifiques confirment ainsi les conclusions de l'Assemblée Citoyenne pour une Politique Alimentaire. Ses 126 recommandations, votées démocratiquement, mettent également en évidence les domaines où il est possible de trouver des solutions politiques majoritaires.

Parallèlement, le système alimentaire actuel est le moteur de ces crises. Il dépasse les limites planétaires, est notamment à l'origine d'environ 30% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et constitue un facteur déterminant dans l'appauvrissement de la biodiversité. Les risques accrus de pandémie et les troubles sociaux croissants ont également une grande influence sur la manière dont nous produisons, traitons, distribuons et consommons actuellement les denrées alimentaires.

Il est donc indispensable, d'un point de vue scientifique, d'orienter globalement le système alimentaire vers un développement durable tout au long de la chaîne de valeur, et pas seulement l'agriculture au sens strict du terme.

Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, que la Suisse a signés avec tous les autres membres de l'ONU dans le cadre de l'Agenda 2030, en constituent le cadre.

Outre les aspects écologiques, il faut également tenir compte des aspects économiques et sociaux, par exemple des revenus souvent

 \rightarrow Toujours dans le domaine des additifs, savez-vous que l'urine humaine fait un très bon engrais ?

Produit à Dübendorf par Vuna, une spin-off de l'Eawag, l'institut fédéral des sciences et technologies aquatiques, l'engrais liquide Aurin est né d'une constatation : le traitement des eaux usées consomme énormément d'énergie. Il faut notamment extraire l'azote et les résidus de médicaments des eaux usées à grand renfort de moyens. D'autre part, la production conventionnelle d'engrais, qui repose sur l'extraction de l'azote atmosphérique, est aussi très énergivore. La réponse est dans le procédé de recyclage VUNA qui permet d'économiser de l'énergie en collectant l'urine à l'état pur et en la traitant de manière efficace.

La collecte séparée de l'urine est la condition essentielle à la récupération des nutriments qu'elle contient. C'est rendu possible par l'usage de toilettes spéciales qui séparent l'urine des matières fécales, ou d'urinoirs sans eau. La production de l'engrais se fait en deux étapes : un processus biologique stabilise l'urine, les nutriments sont liés et l'urine perd son odeur nauséabonde. Un filtre à charbon actif garantit que tous les résidus de médicaments sont éliminés de l'urine. La solution est concentrée par un processus d'évaporation et fournit un engrais de haute qualité... de plus, produit localement.

Utilisé depuis février 2016, Aurin est agréé par l'Office fédéral de l'agriculture pour la fertilisation des plantes comestibles depuis 2018. Il contient en effet tous les nutriments nécessaires à la croissance végétale - par ex. de l'azote, du phosphore, du potassium - et toute une multitude d'oligo-éléments comme le fer, le zinc ou le bore. A défaut de donner notre corps à la science, offrons notre urine à

l'environnement!

« Je vois plusieurs parallèles entre l'alimentation durable et ma musique ; par exemple, les deux tentent de construire un pont entre la tradition, le présent et l'avenir. »

ELIANA BURKI, Ambassadrice du Sommet suisse sur le système alimentaire

faibles dans l'agriculture et l'industrie alimentaire. Ceci est particulièrement important pour assurer une mutation socialement équitable du système alimentaire.

Les chances offertes par cette mutation, qui l'emportent nettement sur les coûts, devraient être au centre du débat.

Des efforts orientés vers un système alimentaire durable ont été et sont déjà entrepris à différents niveaux de la chaîne de valeur. Par exemple, dans l'agriculture suisse, les surfaces de biodiversité ont augmenté et les émissions de gaz à effet de serre ont été réduites depuis les années 1990. Dans le commerce de détail également, plusieurs entreprises ont pris des mesures en faveur de la durabilité.

Aujourd'hui, la transformation du système alimentaire est une tâche qui incombe à l'ensemble de la société. Outre les acteurs tels que l'industrie et l'agriculture ainsi que les consommatrices et les consommateurs, l'État doit tout particulièrement jouer un rôle clé dans la réorientation stratégique de la politique du système alimentaire suisse.

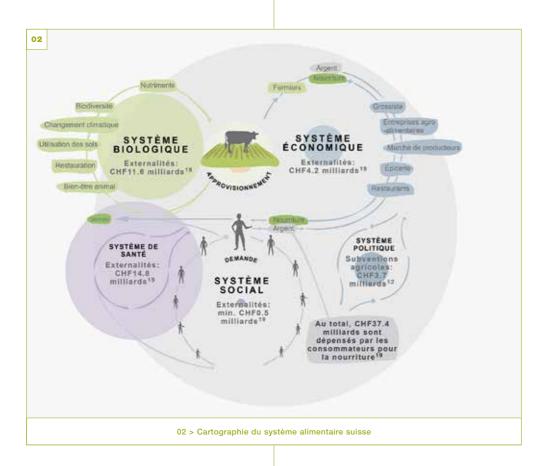
D'un point de vue scientifique, l'objectif doit être un approvisionnement en denrées alimentaires selon des principes agro-écologiques, qui combine les intérêts économiques avec les intérêts écologiques et sociaux sur l'ensemble du système alimentaire.

Dans le concret :

Tout d'abord, dans le chapitre 2 du présent rapport, les scientifiques ont élaboré un modèle pour un système alimentaire durable et l'ont assorti de onze indicateurs cibles prioritaires pour atteindre les objectifs de développement durable.

Il s'agit notamment:

- d'adapter le régime alimentaire suisse en accord avec le Planetary Health Diet.
- de réduire les pertes d'azote et de phosphore ainsi que les effets écotoxiques des pesticides,
- □ d'utiliser de manière durable les sols exploités par l'agriculture
- □ de réduire la déforestation, les pertes de biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre, les déchets alimentaires et l'empreinte hydrique liée à l'alimentation.





Finofid SA

Nous sommes fournisseur de services fiduciaires de premier plan au niveau international. Depuis plus de 20 ans, nous avons établi des structures efficaces afin de répondre à une variété croissante de besoins et exigences spécifiques pour chacun de nos clients.

NOS SERVICES

Vous soutenir au cœur de vos activités

Constitution & administration de sociétés

Tenue de comptabilités

Secrétariat

Gestion de salaires

Fiscalité

Contactez-nous

Vous souhaitez plus d'informations sur nos prestations, nos services ou autres ? Notre team se fera un plaisir de répondre à vos questions.

Appel & Rendez-vous +41 22 732 79 29

Nos engagements

Expérience 🗸

Qualité 🗸

Services 🗸

Modernité 🗸

Transparence <

Conseiller 🗸

Ces indicateurs d'objectifs écologiques sont complétés par des objectifs sociaux mesurables :

- la réduction des risques psychosociaux et physiques pour la santé dans l'agriculture,
- □ la garantie de revenus suffisants pour vivre,
- le respect des normes de l'OIT sur le travail des enfants tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

La comparaison de ces onze indicateurs avec le statu quo montre que des efforts évidents sont nécessaires pour transformer le système alimentaire suisse d'ici 2030, conformément aux ODD.

Le plan prévoit un enchaînement de mesures réparties dans le temps de manière stratégiquement cohérente d'ici à 2030 :

* Série de mesures I : Création d'un fonds de transformation

Dans une première phase, le comité scientifique recommande la création d'un vaste fonds de transformation d'ici 2025.

Ce fonds devrait permettre de financer en temps utile des mesures d'information et de formation ainsi que des instruments d'incitation positifs. Concrètement, il pourrait s'agir de programmes de formation initiale et continue pour les professions pertinentes de l'ensemble de la chaîne de valeur, mais aussi de programmes d'aide à la conversion des exploitations pour les jeunes agricultrices et agriculteurs.

Une promotion ciblée des innovations technologiques, mais aussi des primes de conversion pour les exploitations agricoles, ainsi que la promotion d'offres durables dans les cantines et les restaurants sont des éléments centraux du fonds.

* Série de mesures II : Mesures réglementaires et taxes d'incitation

Dans une deuxième phase, il faudrait, à partir de 2025, recourir de plus en plus à des mesures réglementaires et à des taxes d'incitation pour atteindre les objectifs de développement durable.

* Série de mesures III : Mesures de politique agricole et soutien aux zones rurales

La troisième phase (à partir de 2026 environ) se concentre sur des mesures de politique agricole et le soutien aux zones rurales. On peut par exemple envisager une adaptation

des paiements directs, des mesures de soutien du marché et des aides à l'investissement, ainsi qu'un impôt négatif sur le revenu dans l'agriculture. Les mesures commerciales devraient également être systématiquement axées sur les systèmes alimentaires durables au plus tard à ce stade.

* Série de mesures IV : Mesures réglementaires plus profondes

Pour la quatrième phase (à partir de 2030 environ), il est possible d'introduire des mesures qui seraient encore moins bien acceptées actuellement. Grâce à des mesures d'encouragement et de compensation dans le cadre du fonds de transformation ainsi qu'à de nouvelles possibilités de création de valeur, des mesures réglementaires plus profondes et des taxes d'incitation plus élevées deviendront progressivement plus réalistes d'ici 2030.

Autre problématique : le *coût réel de la production alimentaire* qui n'est pas reflété dans le prix de vente au consommateur : les systèmes alimentaires ont en effet des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires considérables qui ne sont pas reflétés dans le coût des aliments.

Le contexte politique actuel, tant au niveau national qu'international, a identifié la comptabilité en coûts réels des aliments (True Cost Accounting for Food, TCAF, en anglais) comme un moyen de piloter la transformation des systèmes alimentaires.

On estime que 37,4 milliards de francs suisses sont dépensés chaque année pour l'alimentation en Suisse. Les coûts externes estimés représentent au moins le double de ce montant, les externalités sanitaires pesant le plus lourd. Même si ces coûts sont cachés du marché, ils sont supportés par notre planète et nos sociétés, par le biais, par exemple, des coûts de santé publique et de l'épuisement des ressources naturelles.

Cela conduirait bien évidemment à des prix "consommateurs" beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. Ce qui pose la question de la limite de la solidarité et de savoir si l'on doit pénaliser l'ensemble des citoyens parce qu'une partie d'entre eux se nourrit mal pour des raisons allant du coût des aliments de qualité à la facilité, à une gourmandise incontrôlée ou, encore, au fait de mener une vie beaucoup trop sédentaire?



Selon des experts, les Suisses devraient réduire de moitié leur consommation de produits laitiers pour limiter l'impact écologique de l'alimentation.

Avec des plats typiques comme la fondue, la raclette et la brisolée sont bien souvent au menu des Suisses. Problème: ce régime «lactocentré » est incompatible avec les objectifs de développement durable prônés par l'ONU.

Dans leur rapport, les chercheurs émettent des recommandations sur l'alimentation du futur. La plus drastique? Passer de 600 grammes de produits laitiers par personne et par jour à moins de 350 grammes d'ici à 2030. Une perspective qui, dans le bastion du fromage, ne manque pas de faire réagir. ■

03 > Le livre blanc sur le coût réel des aliments

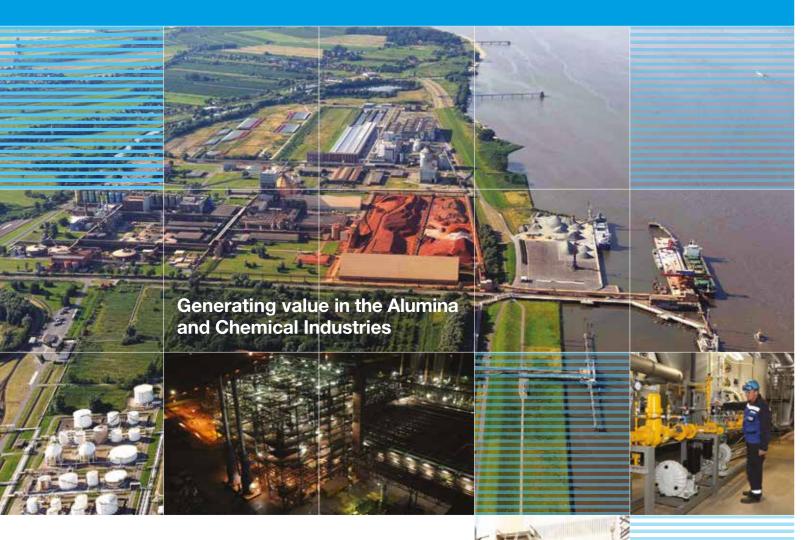


The goal is ambitious: In order to slow down global warming in the long term, greenhouse gases are to be reduced to net zero by 2050. More and more Swiss companies are stepping up their efforts - and often leapfrogging politics.

01 > Thermoplan in Weggis invests in renewable energies: photovoltaic system on the roof of the shuttle warehouse

ithin the next three decades, the economy and society must no longer emit any greenhouse gases, according to the goal of international climate policy. However, the world is not on track. And Switzerland? The country also committed itself to "net zero", but its climate policy seems drifting, critics complain. First, the CO_o law, a heavy lift for policy makers, was rejected by the electorate, then a referendum was launched against the counter-proposal to the so-called glacier initiative. No wonder a climate expert like Reto Knutti, professor at ETH Zurich, is disappointed. His hope rests on the pioneering spirit of many companies, as he explained in an interview with the "NZZ am Sonntag" in 2022. "Business is ahead of climate policy," is his impression. In fact, 70 percent of SMI companies have already set concrete climate targets or made corresponding commitments to reduce their greenhouse gas emissions throughout the value chain to net zero by 2050 at the latest. The aim is to keep global warming below 1.5 degrees.

AOS – Aluminium Oxid Stade



48 years and still leading

Our technology leads the World's Alumina Industry:

- Quality Our refinery enjoys a worldwide reputation for high quality products and excellent product support.
- **Efficiency** We have the lowest specific energy usage in the industry.
- Environmental impact We generate the lowest emissions per tonne produced.

Our commitment to the environment and the societies we serve:

- Employment Providing jobs in the local community.
- Investment in worldwide economy Procuring of raw materials, energy and services.
- Creating opportunities By applying advanced skills and innovation.
- **Supporting local communities** Through sponsorship and participation.

Our relentless commitment to continuous improvement ensures that **everybody benefits**.









It should not be overlooked that large companies and their supply chains, including SMEs, are under enormous pressure. Closely interwoven with global supply chains, entrepreneurs are now challenged more than ever to consistently follow the path to decarbonisation and to comply with the increasing international requirements and regulations. Those who do not follow suit run the risk of alienating investors, losing competitiveness and even being removed from their customers' supplier lists. In this situation, many companies are embarking on an ambitious journey to decarbonize. Three initiatives are presented here.

Model for target agreements

In order to be able to make sustainable contributions to the net zero target in companies, the Energy Agency for Industry (EnAW) developed its own model for target agreements 20 years ago. "For more than 20 years now, we have been working with companies to achieve climate protection and cut costs," explains Co-Managing Director Thomas Weisskopf. More than 100 EnAW advisors accompany companies on their way to less ${\rm CO_2}$, lower costs and more energy and resource efficiency.

The model for the three- to six-month target-setting process with subsequent annual monitoring follows clear regulations and offers financial incentives. With the support of the EnAW, all of a company's processes and facilities are first examined as part of an energy check-up, followed by potential analyses and finally a catalogue of measures is drawn up.

So far, more than 4000 companies with a good 8000 operating sites have signed target agreements with the Confederation through the EnAW. This covers about 50 percent of the CO_2 emissions of all Swiss industrial and service companies. The companies have invested around nine billion Swiss francs in the process - and the impact is large: the CO_2 emissions of the participating companies have fallen by 30 per cent compared to the base year 2001. According to Weisskopf, the industrial sector is a real "success story": it is the only sector in Switzerland that has even exceeded the international climate targets: with -35 percent CO_2 emissions in the period from 1990 to 2020 (excluding waste recycling).

Roadmap to decarbonisation

The decarbonisation target is likely to deprive many a CEO of sleep: What do I have to do in my company to achieve the climate targets and continue to be economically successful? "The challenges are enormous. This also increases the need for a viable implementation plan for decarbonisation," says Thomas Weisskopf. The roadmap that the EnAW has developed is not a one-size-fits-all off-the-shelf product. "As consultants, we have to understand and respond to the needs and feasibilities in the respective company," says Weisskopf. "The challenge is to accurately capture all relevant technical, economic and other aspects and develop an overall solution that can also be realistically implemented."

In most cases, the commitment to the ultimate goal of "net zero" is the first important step, explains Weisskopf. The management must really want to achieve climate neutrality. A roadmap goes much



"The challenges are enormous. This also increases the need for a viable implementation plan for decarbonisation."

> THOMAS WEISSKOPF, Co-Managing Director EnAW

further than a target agreement. The focus here is not only on the emissions that a company causes itself or generates in the form of purchased energy (Scope 1 and 2 according to the Greenhouse Gas Protocol standard), but also on the indirect emissions that occur in the value chain - i.e. at the suppliers (Scope 3). The EnAW wants to make it as easy as possible for companies and has developed web-based tools that digitally support the process from A to Z.

Science Based Targets initiative

Despite measurable successes, the path to net zero is still long and rocky. This target was not set arbitrarily in the Paris Climate Agreement to limit global warming to a maximum of 1.5 degrees, but is based on recognised scientific findings, i.e. it is "science-based". The federal government has defined reduction paths for emissions that are also ambitious, but only the international "Science Based Targets initiative" (SBTi), which was founded in 2015 by companies, the WWF and other organisations, conforms to the 1.5 degree target. SBTi calls for regulated short- and medium-term planning and regular climate accounting. In Switzerland, the initiative is supported by the umbrella organisation of the economy, economiesuisse, among others. In this country, more than 100 companies have already voluntarily set themselves a science-based climate target according to SBTi by the end of 2022. This is a big step: if you add up all the $\,$ estimated emissions of Swiss companies that have committed under SBTi, you come up with savings commitments of 450 million tonnes of CO_o per year - ten times the country's total domestic emissions. Alexander Keberle, Head of Energy and Environment at economiesuisse, also says: "Swiss companies are highly ambitious. We are impressed by how they are stepping on the gas here."

NL

Het doel is ambitieus

Om de opwarming van de aarde te beteugelen, moeten de broeikasgassen tegen 2050 tot nul gereduceerd worden. Steeds meer Zwitserse bedrijven voeren hun inspanningen op, vaak sneller dan de politici. Daarbij krijgen ze waardevolle steun van deskundigen.

FR

L'objectif est ambitieux

Pour freiner le réchauffement climatique mondial, les gaz à effet de serre doivent être réduits à zéro net d'ici 2050. De plus en plus d'entreprises suisses redoublent d'efforts et agissent souvent plus rapidement que la politique. Ce faisant, elles bénéficient d'un précieux soutien des experts. ■

Lighthouse project Thermoplan



MATTEO TRACHSEL, Head of Sustainability Thermoplan

One company that has accepted the strict criteria of the SBTi is Thermoplan in Weggis LU. The manufacturer of fully automatic coffee machines is a showcase example for other medium-sized companies as well. The project started two years ago. "Since then, we have systematically recorded our greenhouse gas emissions along the entire value chain, including data from 300 suppliers, and have drawn up our own CO, reduction plan," explains Matteo Trachsel, Head of Sustainability at the company. The biggest emissions are caused by the electricity consumption of the coffee machines themselves, by product materials, distribution logistics and employee mobility. These drivers will be targeted in order to reduce emissions by half by 2030 and to at least 90 percent by 2050, according to SBTi. According to

SBTi, the remaining ${\rm CO_2}$ must be eliminated through storage or other methods and not just compensated.

In 2023, the company in Weggis wants to reduce electricity consumption for plant operations by 20 per cent and increase the share of "green electricity" by installing another photovoltaic system. For the coffee machines, a smart stand-by function from the company's own Innovation Centre should reduce energy consumption by 40 per cent. According to Trachsel, it is very important to involve the employees. At Thermoplan, they can follow all current data via an interactive dashboard. For customers and the public, the emissions are published in a "Product Environmental Report" at report. thermoplan.ch. True to the motto: sustainability is everyone's business.

RhB

InnoTren – Ideas along the way

Book the rolling meeting and innovation room now! www.rhb.ch/innotren









Everyone knows your best ideas don't come to you at your desk but when you are on the move! RhB's very own InnoTren conference and innovation car offers space for up to 15 people and gives new impetus to your meeting culture while, at the same time, gets those creative ideas rolling. All essential equipment for resourceful trains of thought are provided on board. Combine the use of the InnoTren mobile meeting and innovation room with a round tour along the incredibly scenic or world renowned Rhaetian Railway network or simply stationary at a station.

Facilities:

- ▶ Max. 15 seats
- ▶ Meeting or innovative workshop seating
- ▶ Screen (75 inch) & Speakers (Sonos)
- ▶ Height-adjustable tables, Flip chart & Whiteboard
- Ni_Fi
- ▶ Creative materials / presentation kit
- ▶ Coffee, mineral water, brain food & fruit

En 2030,

la principale cimenterie européenne neutre en CO₂ sera en Belgique

omment réduire l'impact environnemental d'une industrie indispensable à la construction - une cimenterie - mais aussi très émettrice de ${\rm CO}_2$?

"Holcim Belgique va investir près de 500 millions d'euros pour réaliser cette prouesse. En agissant à tous les niveaux du processus de production", commente Vincent Michel, directeur du programme GO4ZERO et membre du collège des directeurs de l'entreprise.

Captage, traitement, transport et séquestration du CO.

Le béton prêt à l'emploi est le deuxième matériau le plus utilisé au monde après l'eau: c'est un matériau de construction incroyable tant par ses propriétés intrinsèques, en particulier de résistance et de recyclabilité, que par les possibilités de mise en œuvre infinies dont raffolent les architectes et entrepreneurs. Chaque mètre cube de béton comporte en moyenne plus de 350 kg de ciment, indispensable pour assurer sa résistance et sa durabilité. Et produire une tonne de ciment consomme actuellement plus de 100 kWh d'électricité et implique la production de clinker dans d'immenses fours également très énergivores et très émetteurs de CO_o. À elle seule, la partie thermique de l'usine

d'Obourg consomme 130.000 tonnes d'équivalent pétrole par an ! La transformation de la craie extraite localement en clinker, cette roche artificielle constituant de base du ciment et qui lui apporte la majorité de ses propriétés de liant hydraulique, se fait en appliquant toujours un procédé en voie humide développé à la naissance de l'entreprise voici plus de 110 ans. C'est la teneur naturelle de la craie en eau, soit environ 24%, qui contraint à cette solution qui requiert de la délayer avant de pouvoir l'injecter dans les fours sous forme de pâte.

Les fours en voie humide souffrent aujourd'hui d'un handicap majeur du fait de leur consommation thermique accrue et des émissions de CO₂ associées. Toute l'eau contenue dans la matière doit d'abord

être évaporée avant que cette dernière puisse poursuive son traitement : décarbonatation à 850 °C, transformant le carbonate de calcium en chaux tout en dégageant du $\rm CO_2$, puis clinkérisation par combinaison à plus de 1.450 °C de la chaux à d'autres oxydes (silice, alumine et fer).

La matière en fusion est ensuite refroidie brutalement afin de conférer au clinker son caractère hydraulique (durcir au contact de l'eau). Le tout est alors broyé avec des additifs (cendres volantes, calcaire, argile calcinée, laitier de haut-fourneau, etc.) pour obtenir une imposante gamme de ciments et de liants.

Le projet GO4ZERO concerne la totalité de la chaîne de production de clinker et permettra à Holcim Belgique, d'ici à 2030, de proposer toute une gamme de ciments et liants zéro ou très bas carbone.

Grâce au co-processing dont Holcim a été le précurseur en Belgique au début des années 80, ses fours valorisent de grandes quantités de déchets industriels comme matière première ou comme combustible alternatif (sciures, boues séchées, huiles usagées, fluff, etc.). La diminution de la teneur en clinker dans les ciments, l'augmentation des matières premières de substitution déjà décarbonatées, l'apport toujours plus important de biomasse dans les combustibles et les

masse dans les combustibles et les efforts en matière de réduction de la consommation thermique des fours ont déjà permis de réduire considérablement l'empreinte écologique et bien entendu, climatique de l'entreprise. Effectivement, la quantité de CO_2 émise par tonne de ciment produite en Belgique compte parmi les plus basses au monde. On peut en être fier.

Ce n'est toutefois pas suffisant : afin de lutter contre le changement climatique, il faut arriver à la neutralité carbone dans la production de clinker avant la fin de la décennie. Ce ne sera possible que par un investissement massif dans un procédé de production de nouvelle génération.



Vue du site HOLCIM en 2026

Chaque jour de la semaine, cinq trains de 2.200 tonnes chacun

Le projet GO4ZERO concerne la totalité de la chaîne de production de clinker et vise à traiter tout le CO_2 qui en est issu. Holcim change complètement de procédé en commençant par le passage de la craie au calcaire comme matière première. Extrait dans ses gisements de Tournai et Antoing, il est concassé localement et acheminé vers Obourg par train, ce qui, avec près de 2 millions de tonnes transportées par an, fera de Holcim le plus gros client fret d'Infrabel.

Le calcaire contient à peine 2% d'eau, ce qui permet d'envisager le passage au procédé de production en voie sèche dans une nouvelle usine, avec un concept innovant, impliquant des technologies et des ambitions environnementales sans précédent. Celui-ci est conçu de façon à pouvoir passer d'une combustion traditionnelle à l'air à son démarrage en 2026, à une combustion à l'oxygène deux à trois ans plus tard, afin de pouvoir concentrer le CO_2 dans les effluents gazeux et à en faciliter la purification dans des installations dédiées qui travailleront par cryogénie - on liquéfie les gaz en les refroidissant, à la suite de quoi on les sépare en profitant de leurs différentes températures de liquéfaction.

Le CO_2 purifié - près de 1,2 million de tonnes par an - sera envoyé par pipeline vers le port d'Anvers où il sera liquéfié, chargé sur des supertankers très particuliers en cours de construction, puis expédié vers des puits de stockage profond sous la Mer du Nord où il sera séquestré et où il pourra reprendre son long cycle de minéralisation.

Le projet GO4ZERO prévoit également, outre une production de plus de 60 GWh d'électricité par récupération de chaleur perdue sur le four, l'installation jusqu'à 100 MW de panneaux photovoltaïques flottants sur les lacs au nord du site où la craie a été exploitée tout au long du siècle dernier. Une première phase pour près de 30 GWh par an verra le jour en 2023.

L'investissement se situe dans une perspective de 50 à 100 ans. Il profite des aides et des primes des pouvoirs publics - Innovation Fund et Just Transition Fund en particulier. Ce type de projet écologique et innovant permettra à Holcim Belgique de relever de la 'taxonomie verte', ce qui ouvre l'accès à des lignes de crédit à taux préférentiels.

Ajoutons que l'ensemble du projet de zéro carbone de Holcim est accompagné et validé dans le cadre de l'approche "SBTi Science Based Targets" (Objectifs fondés sur la science), partenariat entre le Carbon Disclosure Project (CDP), le Pacte mondial des Nations Unies, le World Resources Institute (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF). L'initiative SBT se fixe comme objectif de piloter une « action climatique ambitieuse » en proposant aux entreprises de faire de leur transition vers une économie bas carbone un avantage compétitif. Pour ce faire, elle cherche à s'assurer de l'adéquation des objectifs de réduction des gaz à effet de serre des entreprises avec les données de la science climatique. Un gage de sérieux!

Etape majeure dans la réalisation de l'ambitieux projet GO4ZERO: Holcim Belgique a reçu confirmation en mars dernier de l'obtention du permis unique pour la construction et l'exploitation de sa toute nouvelle unité de production de clinker en voie sèche, ainsi que le

renouvellement anticipé pour les installations de production de ciment existantes. C'est notamment le fruit d'un comportement exemplaire envers les parties prenantes de l'entreprise.

La volonté de transparence dès le lancement du projet, la prise en compte des avis des parties prenantes dans sa conception, la robustesse des solutions techniques et opérationnelles qui sont envisagées et enfin, la crédibilité qui s'est construite tout au long de la présence de Holcim à Obourg ont permis de rassurer et convaincre sur les atouts de GO4ZERO qui veut devenir une vitrine industrielle et d'intégration dans le tissu socio-économique du Hainaut et de Mons-Borinage en particulier.

Plus largement, ce projet représente une opportunité unique de renforcer la position de la Wallonie, de la Belgique, sur la carte industrielle d'Europe de l'Ouest, car il s'intègre dans un tissu de grandes entreprises associées pour développer la nouvelle économie du carbone capturé. La connexion du site d'Obourg au futur "backbone CO_2 " permettra de se relier aux installations portuaires de traitement du CO_2 et aux installations d'utilisation ou de séquestration qui sont en cours de développement. GO4ZERO met en œuvre des techniques en primeur mondiale et positionne la Belgique comme leader d'innovation en matière de décarbonation. Il ouvre la voie pour créer une Green Valley autour de la production de matériaux de construction à faible empreinte carbone, de nouvelles matières premières et produits issus du CO_2 capturé, et de l'économie circulaire. Une occasion bien concrète d'ouvrir de nouvelles perspectives industrielles! \blacksquare

NL

Tegen 2030 staat Europa's grootste CO₂-neutrale cementfabriek in België

Hoe kunnen we het milieueffect verminderen van een industrie die essentieel is voor de bouw - een cementfabriek - maar ook een grote uitstoter van ${\rm CO_2}$ is?

Stortklaar beton is na water het meest gebruikte materiaal ter wereld.

Het G04ZER0-project, met een investering van bijna 500 miljoen euro, heeft betrekking op de hele productieketen van klinkers en beoogt de volledige behandeling van de geproduceerde C02. Hierdoor zal Holcim Belgium tegen 2030 een heel gamma koolstofvrije of zeer koolstofarme cementen en bindmiddelen kunnen aanbieden.

EN

By 2030, Europe's largest CO₂ neutral cement plant will be in Belgium

How can we reduce the environmental impact of an industry that is essential to construction - a cement plant - but also a major emitter of CO.?

Ready-mix concrete is the second most used material in the world after water.

The GO4ZERO project, with an investment of almost 500 million euros, concerns the entire clinker production chain and aims to treat all the CO, that is produced.

This will enable Holcim Belgium to offer a whole range of zero or very low carbon cements and binders by 2030. ■

La maison BEP*, avenir de la construction

* bâtiment à énergie positive

NL

Het GPE-huis (gebouw met positieve energie), de toekomst van de bouw

In de statistieken over de sectoren die het meest verantwoordelijk zijn voor de uitstoot van broeikasgassen, komt huisvesting op de tweede plaats met een bijdrage van 25%, terwijl de bouw een score krijgt van ongeveer 11%.

Al meer dan dertig jaar wordt de Swiss Solar Prize uitgereikt aan GPE-gebouwen, gebaseerd op een architectuur die gebruik maakt van passieve zonne-energie in de winter en oververhitting in de zomer voorkomt, een uitstekende thermische isolatie van de gebouwschil biedt en de dak- en geveloppervlakken voor fotovoltaïsche en thermische zonnepanelen maximaliseert.

EN

The PEB house (positive energy building), the future of construction

In the statistics on the sectors most responsible for greenhouse gas emissions, housing comes second with a contribution of 25%, while construction is awarded a score of around 11%. For more than thirty years, the Swiss Solar Prize has been awarded to PEB buildings, based on an architecture that makes use of passive solar energy in winter and avoids overheating in summer, provides excellent thermal insulation of the building envelope and maximises the roof and facade areas for photovoltaic and thermal solar panels.

ans les statistiques des secteurs les plus responsables de l'émission des gaz à effet de serre, l'habitat apparaît en deuxième position puisqu'on lui attribue une **contribution de 25% à l'émission de gaz à effet de serre**, la construction se voit gratifiée d'un score qui oscille autour des 11%.

Avec, comme on l'imagine facilement, de grandes variations suivant la région du monde : une villa truffée de domotique au bord du Lac Léman, un chalet de montagne ou un habitat en banco en périphérie de Tombouctou, ce n'est pas vraiment comparable !

C'est par contre un domaine où beaucoup a déjà été fait suite à la crise énergétique en 1973 notamment (tout le monde semble l'avoir oubliée!), mais aussi où il importe que les légis-lations n'imposent pas des transformations insupportables financièrement pour les propriétaires ou, à tout le moins, que des aides soient accordées pour les réaliser en fonction de critères pertinents.

La prise en compte de la problématique énergétique en Suisse n'est pas nouvelle.

En témoigne le **Prix Solaire Suisse**, créé il y a plus de trente ans, dont l'ingénieur électrotechnicien Josef Jenni (1953) a été trois fois lauréat en 1991, 1994 et 2004. Les jurys successifs ont distingué son œuvre de pionnier : en 1989, il a construit à Oberburg, près de Burgdorf, la *première maison d'habitation entièrement chauffée à l'énergie solaire en Europe*.

Depuis 2010, un *Norman Foster Solar Award* s'est ajouté à la récompense suisse, en l'honneur de Norman Foster, le grand architecte britannique, dont on trouvera la profession de foi ci-joint.

De l'introduction de Madame Micheline Calmy-Rey lors de l'attribution des 31è prix en 2021, on retiendra ce résumé imagé de l'approche solaire de la Suisse : "Vous, les promoteurs du Prix Solaire Suisse, vous fournissez la meilleure médecine contre le réchauffement climatique : vos bâtiments tournés vers l'avenir, vos bâtiments à énergie positive (BEP) offrent la solution pour éviter le réchauffement climatique."

Dans cette même introduction, elle fait une comparaison très parlante de la surface de toitures solaires avec les kms parcourus par des voitures électriques et les hectares de forêt : "Le lauréat du prix solaire Norman Foster Solar Awards de cette année 2021, le professeur Valentin Bearth et son équipe, ont établi un record mondial avec un BEP solaire à 800 % dans les Grisons. Aussi, grâce à l'excédent d'énergie solaire BEP d'un centre de distribution à Lucerne, 3.000 voitures électriques peuvent parcourir 12.000 km par an sans CO_2 . Sachant que l'énergie solaire BEP représente la consommation d'environ 5.200 voitures électriques, cela correspond au parc automobile sans émissions d'une petite ville.

Les 8 thèses de Lord Norman Foster pour Plus Energy Buildings



LORD NORMAN FOSTER,
Architecte britannique

- La recherche d'une architecture durable ne devrait jamais être une excuse pour compromettre la qualité de la conception.
- 2. Le bâtiment s'adapte à sa localisation et aux conditions météorologiques locales, avec sa forme de bulle permettant aux fenêtres et aux balcons du côté sud de s'ouvrir à la lumière du soleil et aux vues panoramiques, tandis que la façade nord, plus froide, est plus fermée, ponctuée d'ouvertures de fenêtres renfoncées dans la tradition de l'Engadine.
- 3. Je n'ai jamais observé de conflit entre la recherche du plaisir esthétique et la haute performance en termes de durabilité. J'irais même jusqu'à dire que le fait de répondre à des critères plus exigeants devrait inciter à créer des bâtiments plus beaux.
- 4. La manière dont nous concevons formellement nos bâtiments, nos quartiers et nos modes de vie dans le monde est devenue plus importante que jamais nous devons veiller à ce que la durabilité devienne aussi inséparable de nos processus de conception que le temps, le coût et la qualité.
- 5. Le Prix Solaire Suisse est vraiment unique. Il témoigne de l'engagement sans faille de la Suisse en faveur de

- l'énergie solaire et des technologies architecturales durables. Le Prix ne prend pas seulement en compte la performance environnementale des bâtiments, mais aussi le problème essentiel de la manière dont les technologies durables peuvent faire partie intégrante d'une conception et d'une pratique architecturales de qualité.
- 6. Les architectes, les concepteurs et les planificateurs ne peuvent pas continuer à ignorer les dommages que nos bâtiments infligent à l'environnement naturel. Les conséquences de notre inaction passée devenant de plus en plus évidentes, la conception d'un avenir durable devient une nécessité et non un choix.
- 7. Le Prix Solaire Suisse et son jury peuvent montrer comment l'application plus large des leçons tirées de ce concours pourrait avoir des effets spectaculaires sur l'ensemble d'une nation, en termes de réorientation de la production d'énergie.
- 8. J'espère qu'au fil des années, le Prix montrera un avenir dans lequel la beauté d'une source d'énergie propre et renouvelable se reflétera dans une architecture ensoleillée d'une beauté correspondante.

Un grand routier, également originaire de Lucerne, fait une démonstration très particulière : son toit solaire de 163% PEB équivaut à 10.000 m^2 , soit un bon hectare. Un hectare de forêt réduit 1,83 t d'émissions de CO_2 par an et par conséquent son toit solaire remplace 528 t d'émissions de CO_2 par an, comme le confirme l'Office fédéral de l'environnement. Cela correspond à une superficie forestière d'environ 288 ha."

Dans le secteur des maisons individuelles, l'intégration d'installations solaires photovoltaïques (PV) et/ou thermique est quasiment devenue la règle; combinées avec une architecture solaire appropriée et une bonne isolation globale de l'enveloppe, on atteint facilement le statut de maison passive et, encore mieux, celui de bâtiment à énergie positive (BEPOS).

Comme dans la plupart des cas, le propriétaire de la maison est aussi l'habitant, l'intérêt d'agir de la sorte est évident : il bénéficie directement des économies d'énergie et réduit sa dépendance aux énergies non renouvelables.

Il reste par contre encore beaucoup à faire dans le marché des immeubles collectifs. Les priorités des investisseurs sont différentes et ils ne se sentent qu'indirectement concernés par les économies d'énergie, voire des surplus de production énergétique, puisqu'ils ne seront pas les habitants de ces immeubles. Des réglementations

nouvelles devraient pouvoir changer la donne.

Les point communs de ces bâtiments BEP sont basés sur le bon sens et connus depuis « la nuit des temps » :

- 1. une architecture réfléchie pour valoriser l'énergie solaire passive en période hivernale et éviter la surchauffe en période estivale,
- 2. une bonne isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment (coefficient de transmission thermique U </= 0.10 ou $0.11 \text{ W/m}^2\text{K}$),
- la maximisation d'utilisation des surfaces de toiture et de façade au profit des panneaux solaires photovoltaïques et thermiques (énergie solaire active).

Les huit thèses de Norman Foster pour les BEP Award explicitent ces trois règles d'or.

Les architectes les plus ingénieux montrent comment des façades PV non peintes permettent à des immeubles et bâtiments commerciaux BEP de dégager des excédents d'énergie solaire élevés. S'appuyant sur des mesures effectuées de 2010 à 2020, l'étude sur les bâtiments à énergie positive 2019 établit que la Suisse peut, grâce aux BEP, atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat d'ici 2045, pratiquement sans émettre de CO_2 . \blacksquare

Lincoln

TALENTINSIDER

Matérialisez la durabilité de vos Talents...



Lincoln

https://lincoln-group.be/

Park Hill - Av. Jan Emiel Mommaerts 20A, Boîte 5 | 1831 Belgique +32 2 669 04 47

#WHENTALENTCOMESFIRST

Quelques bâtiments primés aux Prix Solaires Suisses de 2021 et 2022

Un des défis des architectes d'aujourd'hui et de demain, c'est de combiner, pour chaque bâtiment qu'ils conçoivent ou rénovent, l'esthétique et l'efficacité énergétique.



Dès 2018, la commune a présenté un projet solaire auguel la population pouvait participer financièrement. L'idée de remplacer le toit amianté de la patinoire par un toit solaire avait fait son chemin. Séduite par le nouveau et élégant toit solaire, la population a accepté le projet en novembre 2019 à près de 90% des voix et y a contribué à hauteur de 700.000 CHF. Le complexe héberge la patinoire, un restaurant, des vestiaires et un abri de protection civile. Le site consomme au total 418.500 kWh/a. Sur le toit incurvé, l'installation PV de 411 kWc génère 435.000 kWh/a; elle couvre 104% des besoins énergétiques tout en réduisant de 230 t les émissions de CO_o.

Déjà impressionnante avec ses 2.270 m², la toiture solaire se distingue en outre par sa forme incurvée élégante.
L'autoproduction du BEP pourrait être encore bien plus élevée grâce à un nouvel assainissement, qui renforcerait l'isolation des locaux chauffés et exploiterait la surface de l'enveloppe inutilisée du bâtiment pour produire de l'énergie solaire. Cela permettrait à la commune de Tramelan de réduire davantage ses émissions de CO₂. [>01]



Immeuble Sol'CH situé à Poschiavo (GR)

Construit à la norme Minergie-P, introduite en 2003 déjà, l'immeuble Sol'CH consomme seulement 7.400 kWh/a et génère 45.000 kWh/a.

L'orientation du bâtiment, l'inclinaison du toit, les fenêtres et les découpes au sein du volume ont été optimisées pour la saison froide. Bien isolé, le BEP utilise 4.800 kWh durant le semestre d'hiver sur les 19.000 kWh produits par l'installation PV en toiture et façade au cours de cette même période. La forme et l'orientation idéales de l'immeuble lui assurent une production de courant vert élevée durant les mois les plus froids, soit une autoproduction de 395% en hiver et des excédents solaires pour 25 véhicules électriques toute l'année, ce qui en fait un BEP efficient et précurseur à l'échelle de l'Europe. L'immeuble dispose d'une puissance solaire totale de 65,6 kWc, avec une installation PV de 33,9 kWc en toiture et une autre de 31,7 kWc intégrée à toute la façade. L'excédent solaire de 14.200 kWh durant les mois les plus froids est unique et s'inscrit comme un modèle à suivre en Suisse et au-delà. Il permettrait de plus d'alimenter l'électromobilité au cours de cette même période sans émettre de CO₀. [>02]

Immeuble Roduit-Ilschner à Chamoson (VS)

À Chamoson (VS), cet immeuble familial bâti il y a plus d'une centaine d'années a été assaini en 2020. Les deux appartements ont ainsi pu réduire de 82% leur consommation, laquelle est passée de 75.500 kWh/a à 9.200 kWh/a. La pompe à chaleur solaire alimente le chauffage et l'eau chaude. Couvrant en partie les versants est et ouest du toit à deux pans, l'installation PV de 33,5 kWc génère 30.100 kWh/a, ce qui représente une autoproduction de 327% pour ce bâtiment en pierre. L'excédent solaire de 20.900 kWh/a

permettrait à 14 véhicules électriques de parcourir chacun 10.000 km/a sans émettre de CO₂.

Pour avoir parfaitement allié architecture solaire et construction traditionnelle ainsi que pour son excédent solaire élevé, l'immeuble BEP à 327% reçoit le Prix Solaire BEP 2022. [>03]

Église évangélique réformée à Bettingen (BS)

À Bettingen (BS), le toit de l'Église évangélique réformée construite en 2021 est visuellement attractif. Mais ce n'est pas sa seule particularité: il génère aussi assez de courant solaire pour assurer les besoins de l'édifice religieux. Dès la planification, on a cherché à intégrer au mieux l'installation PV. Voilà comment est né ce toit particulier, combinant modules PV et plaques d'Eternit rappelant la pierre naturelle. L'installation PV de 20,6 kW génère 21.400 kWh/a et couvre à 107%la consommation de 19.900 kWh/a. L'église BEP se fond harmonieusement dans le paysage de la commune de Bettingen. [>04]





La recharge bidirectionnelle, une solution multiple



- 01 > La connexion de la voiture en garage
- 02 > L'application sun2whee
- 03 > Le chargeur bidirectionne "two-way-10"
- 04 > Le cycle de vie d'une batterie de véhicule et l'utilisation pour le stockage de batteries de seconde main

remière réflexion (il y a une douzaine d'années, après Fukushima en 2011) : suite à la catastrophe liée au tsunami, une grande partie du Japon connaît d'importantes pénuries d'électricité et des blackouts.

Alors que des milliers de voitures électriques et hybrides sont remisées dans les garages avec des batteries pleines, de nombreuses personnes sont plongées dans le noir. L'énergie des batteries automobiles ne pourrait-elle pas être utilisée pour allumer des lampes, charger les téléphones portables ou alimenter le réfrigérateur ? Problème : les véhicules ne sont pas conçus pour réinjecter de l'énergie dans le réseau général ou dans celui de la maison.

Les précieuses réserves d'énergie vont donc rester inutilisées. Ce qui incite le gouvernement japonais à obliger les constructeurs japonais à équiper leurs voitures électriques d'un dispositif qui permet que le flux d'électricité soit possible dans les deux sens, c'est-à-dire bidirectionnel. Grâce au *Vehicle-to-Home* (V2H), comme on l'appelle dans le jargon, la voiture électrique permettra dorénavant d'utiliser l'électricité solaire, même dans l'obscurité, pour cuisiner, regarder la télévision, faire la lessive ou alimenter la pompe à chaleur électrique.

Deux questions se posent : "Quelle quantité d'électricité faut-il extraire de la voiture pour alimenter un ménage ?" Et : "N'y a-t-il pas un risque que la batterie soit vide le matin au moment de faire démarrer la voiture ?" Un rapide calcul rassure : une voiture électrique typique a une capacité de cinquante à soixante kilowattheures, et un ménage moyen consomme dix à quinze kilowattheures par jour. Il suffit d'avoir recours à 20 % de la capacité de l'accumulateur pour couvrir l'ensemble des besoins électriques domestiques en électricité. La crainte de se retrouver le matin devant une batterie épuisée est donc infondée. La norme ISO 15118, interface de communication entre véhicule et réseau électrique, contient dans sa version 2022 des dispositions relatives à la communication bidirectionnelle entre les véhicules électriques et les stations de recharge/décharge. De nombreux constructeurs, comme VW, ont annoncé leur intention de soutenir cette norme à l'avenir.

Tous travaux d'impression Création - Prepress - Finition

Koldamstraat 9
1560 Hoeilaart
Tel 02 657 03 04
Fax 02 657 52 77
serrist@serrist.com
www.serrist.com

IMPRIMERIE DE

HOEILAART





VOS AVOCATS FISCALISTES EN SUISSE, AU LUXEMBOURG ET EN BELGIQUE

Rendez-vous sur afschrift.ch & afschrift.com

Bruxelles

Avenue Louise 208 B - 1050 Bruxelles BELGIQUE

T +32 2 646 46 36 F +32 2 644 38 00

Anvers

Langestraat 223 - bus 10 B-2240 Zandhoven BELGIQUE

T +32 3 482 08 72 F +32 2 644 38 00

Luxembourg

38-40 Rue Sainte Zithe L-2763 Luxembourg LUXEMBOURG

T +352 26 84 54 16 F +352 26 84 54 17

Fribourg

Rue de Lausanne 29 Case postale 280 CH-1701 Fribourg SUISSE

T +41 79 544 80 78

Genève

Quai de l'Ile, 13 CH - 1204 Genève SUISSE

T +41 22 593 48 30

Tel Aviv

Yigal Alon St. 94 Tel Aviv ISRAËL

T +972 3 542 01 00 F +972 3 542 01 01

Madrid

Monte Esquinza, 36,2 c E - 28010 Madrid ESPAGNE

T +34 64 752 53 94 F +34 91 829 89 33

Hong-Kong

M.C.A. LAI Dominion Centre 504-505 43-59 Queen's Road East Wan Chai Hong Kong CHINE

T +852 25 20 07 78 F +852 25 20 07 23



NL

Netwerken van elektrische auto's en gebouwen, een meervoudige oplossing

Overdenking na Fukushima in 2011: als gevolg van de tsunamiramp kampt een groot deel van Japan met grote stroomtekorten en stroomuitval

Duizenden elektrische auto's staan geparkeerd in garages met volle batterijen. Maar de voertuigen zijn niet ontworpen om energie terug te leveren aan het net.

Dankzij bidirectioneel laden van voertuig naar net (V2G) kunnen sommige auto's opgeslagen elektriciteit terugleveren aan het net en zo verbruikspieken compenseren (peak shaving effect). De start-up sun2wheel AG, opgericht eind 2020, is op dit principe gebaseerd

Voor voertuigen die niet geschikt zijn voor het vehicle-to-grid biedt het een stationaire opslagoplossing door oude accu's te recyclen. Een voorbeeld waar recycling zich aansluit bij cleantech. ■

EN

Networking electric cars and buildings, a multi-faceted solution

Thought after Fukushima in 2011: as a result of the tsunami disaster, much of Japan is facing major power shortages and blackouts. Thousands of electric cars are parked in garages with full batteries. But the vehicles are not designed to feed energy back into the grid.

Two-way vehicle-to-grid (V2G) charging allows some cars to feed stored electricity back to the grid, offsetting consumption peaks (peak shaving effect).

The start-up $\mathit{sun2wheel}$ $\mathit{AG},$ founded by the end of 2020, is based on this principle.

For vehicles not suitable for the vehicle-to-grid, it offers a stationary storage solution by recycling old batteries. A case where cleantech meets recycling!

Deuxième réflexion: si l'on voit un peu plus loin dans l'avenir, la recharge bidirectionnelle recèle également un énorme potentiel pour l'ensemble du réseau électrique. Les voitures pourraient également réinjecter l'électricité stockée vers les réseaux, nous parlons ici de Vehicle-to-Grid (V2G). Si de nombreux véhicules sont connectés, ils peuvent soutenir le réseau en période de pointe grâce à ce que l'on appelle le peak shaving (limitation de l'appel de puissance sur le réseau public de distribution d'électricité) et le protéger par exemple des pannes de courant. La voiture électrique ne menace pas le réseau, elle le ménage et fait donc partie de la solution !

Marco Piffaretti, pionnier de l'électromobilité, Sandro Schopfer, spécialiste en informatique, Dominik Müller et Pascal Städeli, experts en énergie solaire, s'inspirent de cette seconde réflexion pour fonder la start-up **sun2wheel AG** à Obernau (LU) fin 2020.

L'objectif de l'entreprise est de faire de la recharge bidirectionnelle (V2H/V2G) une norme et de proposer des solutions de recharge et de stockage intelligentes. Les fondateurs conçoivent un système intelligent de charge et de stockage (V2X) qui permet d'optimiser l'ensemble de la consommation énergétique des ménages, des immeubles ou des PME en intégrant l'électromobilité. Dans une prochaine étape, des services de stabilisation du réseau électrique doivent également être rendus possibles.

Comme toutes les voitures actuellement sur le marché ne sont pas adaptées au Vehicle-to-Grid, l'entreprise propose une solution de stockage stationnaire à ceux qui souhaitent stocker de l'énergie solaire pour leur propre utilisation. Cette version dite "sans roues" recycle d'anciennes batteries, notamment Nissan, auxquelles on offre une deuxième vie en tant que batterie stationnaire, par exemple dans son propre garage. Inutilisables en voiture, elles ont encore une durée de vie d'au moins dix ans.

Beau cas où la cleantech rejoint le recyclage !■ https://sun2wheel.com



Biodiversité Une nouvelle théorie pour aider à protéger les écosystèmes



Le lac d'Oeschinen près de Kandersteg dans l'Oberland bernois

epuis des années déjà, les chercheurs ont observé que les écosystèmes aquatiques et terrestres et leurs communautés d'espèces réagissent différemment aux changements provoqués par les êtres humains. Certains écosystèmes sont très sensibles au réchauffement climatique, par exemple les communautés de plantes au sommet des montagnes, d'autres sont moins touchées. Comment expliquer ces différences?

Dans le cadre de l'initiative de recherche *Blue-Green Biodiversity* (BGB), un groupe de scientifiques des instituts de recherche WSL (Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage) et Eawag (Institut Fédéral Suisse des Sciences et Technologies de l'Eau) propose une approche intégrative qui permet d'expliquer les différences de réaction des écosystèmes à l'influence humaine.

Celle-ci s'appuie sur quatre processus fondamentaux qui façonnent la biodiversité terrestre et aquatique, et livre des informations sur les moyens de protéger de façon plus ciblée la diversité des espèces dans les écosystèmes bleus (aquatiques) et verts (terrestres).

« Selon la théorie des communautés écologiques, quatre processus fondamentaux sont à l'œuvre pour façonner la biodiversité d'un site: la propagation, la spéciation, la sélection au niveau de l'espèce et la dérive écologique », explique cette étude. L'un des principaux objectifs de l'étude BGB consistait à déterminer si l'importance relative de ces quatre processus diffère dans les écosystèmes terrestres et d'eau douce. Si nous comprenons quel rôle ces processus jouent dans les écosystèmes bleus et verts et comment l'influence humaine telle que le changement climatique ou l'exploitation des terres agissent sur eux, nous serons capables d'expliquer pourquoi ces systèmes réagissent si différemment.

Les processus qui créent la biodiversité sur un site sont au nombre de quatre :

(1) **Propagation :** lorsque de nouvelles espèces migrent depuis d'autres régions ou quittent leur région d'origine.

(2) Spéciation : lorsqu'une espèce se divise en plusieurs nouvelles espèces, soit au sein d'un lieu unique, soit sur plusieurs sites, parce que

les populations sont séparées à cause d'une barrière géographique. (3) Sélection au niveau de l'espèce : au sein d'une communauté, certaines espèces sont mieux adaptées aux conditions locales que d'autres. Les populations des espèces les mieux adaptées sont plus nombreuses, c'est-à-dire qu'elles sont sélectionnées, tandis que les populations des espèces moins bien adaptées diminuent.

(4) Dérive écologique : dans les petites populations, les naissances et les morts aléatoires peuvent entraîner des changements stochastiques dans l'abondance des espèces, aussi connus sous le nom de dérives, voire mener à l'extinction d'espèces.

Les organismes aquatiques sont plus sensibles aux changements du milieu

La propagation est un processus important qui façonne la biodiversité à un endroit précis : de nouvelles espèces immigrent, d'autres émigrent de leur territoire d'origine. C'est un va-et-vient permanent. Les chercheurs concluent dans leur étude que les organismes terrestres se propagent plus facilement que les organismes d'eau douce. Les écosystèmes terrestres sont généralement bien organisés en réseau, de sorte que les organismes terrestres peuvent migrer assez librement vers de nouveaux sites. En revanche, il est plus difficile pour les organismes d'eau douce de pénétrer dans de nouveaux biotopes, car ceux-ci sont moins bien reliés entre eux.

Si les êtres humains érigent en plus des barrières - comme les centrales hydrauliques, les communautés d'eau douce sont davantage restreintes dans leur capacité à s'adapter aux changements environnementaux. Certains nouveaux biotopes propices sont alors difficilement accessibles, voire inaccessibles.

À terre, les nouveaux obstacles sont un peu plus faciles à surmonter ou à contourner en raison d'une meilleure mise en réseau générale. Les chercheurs partent du principe que les écosystèmes d'eau douce réagissent avec une sensibilité accrue aux changements physiques de leur biotope que les systèmes terrestres.

Toutefois, les organismes terrestres sont également impactés. Les interventions humaines dans le paysage, comme les routes ou les clôtures, peuvent représenter des obstacles infranchissables, en particulier pour les mammifères, et menacer également la biodiversité terrestre.

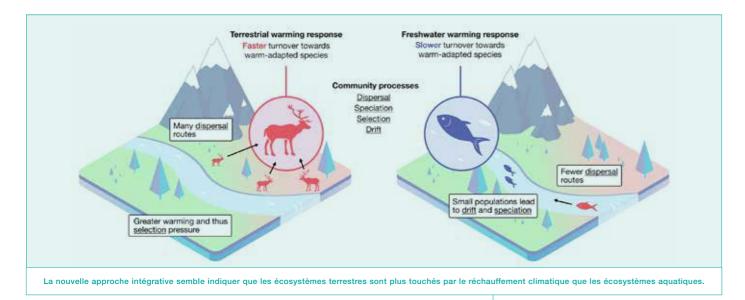




Kellerhals Carrard

Basel I Bern I Geneva I Lausanne I Lugano I Sion I Zurich kellerhals-carrard.ch christophe.rapin@kellerhals-carrard.ch I 058 200 33 00

Christophe Rapin SRL Avenue Louise 367, Brussels c.rapin@avocat.be I +32 2 642 00 22



Les organismes terrestres probablement plus sensibles au réchauffement climatique

Bien qu'ils soient très sensibles aux changements dans leur milieu, les organismes aquatiques sont probablement moins touchés par le réchauffement climatique que les organismes terrestres.

Les écosystèmes d'eau douce peuvent par exemple tirer profit du fait que l'eau se réchauffe plus lentement que la terre en raison de sa capacité thermique élevée. À court terme, l'eau atténue les vagues de chaleur, en particulier dans les lacs profonds, alors que la chaleur peut se déployer pleinement à terre. L'eau pourrait donc agir comme un tampon contre la hausse des températures et offrir aux organismes d'eau douce une protection relative, surtout dans les eaux profondes.

À l'inverse, les espèces terrestres seraient plus exposées au réchauffement climatique. En outre, elles manquent de plus en plus de zones de refuge fraîches et ombragées comme les forêts à cause du changement d'utilisation des sols. L'approche intégrative des chercheurs indique que les espèces terrestres subiraient une pression accrue pour s'adapter aux températures plus élevées. Au pire, cette pression sélective aboutirait à l'extinction d'espèces.

Une voie pour l'avenir

L'équipe de recherche espère que l'approche intégrative proposée fournira aux spécialistes des domaines pratiques de la protection environnementale ainsi qu'aux décideurs politiques de nouveaux instruments pour protéger la biodiversité.

« Pour préserver la diversité biologique, il est important de savoir quels sont les processus les plus influents à un moment donné. C'est en effet le seul moyen de mettre en place des mesures ciblées », précise Agnieszka Sendek. Lorsque les écosystèmes sont fortement influencés par la dérive écologique par exemple, c'est-à-dire lorsque les populations régressent rapidement, l'objectif prioritaire pourrait être de protéger la taille des populations et de préserver des biotopes de grande superficie. Mais lorsque les activités humaines restreignent en premier lieu la propagation, il faut prendre des mesures permettant de mieux mettre en réseau les biotopes restants.

Lorsque le réchauffement est le problème principal, l'objectif pourrait être de créer des biotopes ombragés et frais dans lesquels animaux et plantes peuvent se réfugier. ■

NL

Biodiversiteit Een nieuwe theorie om ecosystemen te helpen beschermen

Jarenlang hebben onderzoekers vastgesteld dat aquatische en terrestrische ecosystemen en hun soortengemeenschappen verschillend reageren op door de mens veroorzaakte veranderingen. Sommige ecosystemen zijn zeer gevoelig voor de opwarming van de aarde, zoals plantgemeenschappen op bergtoppen, terwijl andere minder worden getroffen. Hoe kunnen deze verschillen worden verklaard?

Als onderdeel van het *Blue-Green Biodiversity* (BGB)-onderzoeksinitiatief stelt een groep wetenschappers een integratieve aanpak voor om de verschillende reacties van ecosystemen op menseliike invloed te verklaren.

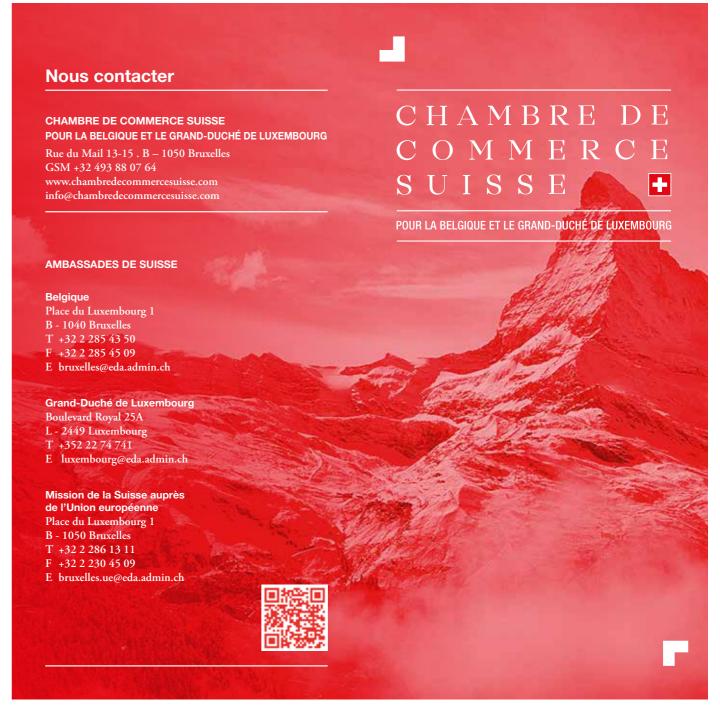
Deze benadering is gebaseerd op vier fundamentele processen die de biodiversiteit van een gebied vormgeven: *voortplanting, speciatie, soortselectie en ecologische drift.* ■

EN

Biodiversity A new theory to help protect ecosystems

For years, researchers have observed that aquatic and terrestrial ecosystems and their species communities respond differently to human-induced changes. Some ecosystems are very sensitive to global warming, such as mountaintop plant communities, while others are less affected. How can these differences be explained? Within the framework of the *Blue-Green Biodiversity* (BGB) research initiative, a group of scientists is proposing an integrative approach to explain the differences in the response of ecosystems to human influence.

This approach is based on four fundamental processes that shape the biodiversity of a site: propagation, speciation, species selection and ecological drift.



DEMANDE D'ADHÉSION

le soussigné demande à être admis à la Chambre de Commerce Suisse pour a Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en qualité de	Nom et prénom ou raison sociale et personne de contact :
Personne physique membre (cotisation annuelle de 150€)	
☐ Personne physique membre protecteur (cotisation annuelle de 300€)	Adresse :
☐ Société membre (cotisation annuelle de 300 €)	
☐ Société membre protecteur (cotisation annuelle de 1'550 €)	<u>Tél.</u> : <u>Téléfax</u> : E-mail:
et m'engage à verser la somme correspondant à ma cotisation annuelle sur le compte IBAN BE27 4352 2517 5173 - BIC KREDBEBB ouvert auprès de la KBC Banque Bruxelles Congrès.	Profession et branche principale d'activité :
Comment avez-vous entendu parler de la chambre de commerce ?	
☐ Internet et réseaux sociaux	
Article de presse	Date: Signature:
☐ Recommandation d'un membre de la chambre de commerce	Signature.
☐ Evénements	
☐ Autre	A retourner par email: info@chambredecommercesuisse.com

L'entreprise durable : choix ou nécessité ?

Plusieurs phénomènes récents justifient que les entreprises prêtent une attention particulière à la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable, soucieuse des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (plus communément dénommés « ESG »), et ce alors même qu'elles n'y y seraient pas juridiquement contraintes.

e nombreuses entreprises se voient confrontées à un véritable tsunami de règlementations leur imposant la publication d'informations non financières en relation avec des questions environnementales, sociales ou en relation avec le respect des droits de l'homme ou la lutte contre la corruption. La directive 2022/2464 du 14 décembre 2022 (« CSRD ») va encore augmenter sensiblement ces obligations de publication d'informations en matière de durabilité. On estime en effet que le nombre d'entreprises tenues à un tel reporting passera en Belgique d'environ 200 à 2.800 (et en Europe d'environ 11.000 à 50.000). Mais qu'en est-il des autres entreprises qui ne sont pas soumises à de telles obligations. La question de l'opportunité de se soumettre, volontairement, en tout ou en partie, à ces obligations ne peut plus aujourd'hui être éludée, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, il est aujourd'hui de bon ton, dans « l'esprit du temps » (« Zeitgeist »), de pouvoir montrer que les décisions adoptées au sein de l'entreprise l'ont été en poursuivant des objectifs relevant de la responsabilité sociétale. Cet intérêt n'est d'ailleurs pas purement idéologique, il est pragmatique en différents aspects.

Ainsi, une entreprise - quand bien même elle ne serait pas soumise aux obligations de reporting non financier - devra, par exemple pour obtenir un financement, transmettre à son banquier, tenu lui à de telles obligations, un certain nombre de données se rapportant aux conséquences de ses activités sur l'environnement. L'octroi de financement impliquera donc d'être soucieux des enjeux ESG et de s'être préparé à communiquer ses « performances ESG » à son banquier. La rédaction d'un rapport de durabilité constitue à cet égard un « must ».

L'enjeu réputationnel est un autre vecteur incitant les entreprises à mettre en place une stratégie de développement durable. A cet égard, l'activisme de la société civile constitue aujourd'hui un levier important à l'encontre des entreprises qui resteraient indifférentes aux enjeux du développement durable en refusant par exemple d'adopter des mesures tendant à faciliter la transition énergétique. A titre illustratif, citons Axa qui décide d'arrêter d'assurer les risques en-

courus par le géant allemand REWE au motif que sa stratégie de sortie du charbon manquerait de volontarisme et serait trop lente pour se conformer aux objectifs de l'Accord de Paris. Ou le fonds de pension danois AkademikerPension qui décide de vendre sa participation dans le groupe pétrolier Repsol au motif qu'il ne ferait pas suffisamment d'efforts pour la transition énergétique et poursuivrait ses investissements dans la production de pétrole et de gaz.

Risque financier et risque réputationnel finissent par se confondre.

Les récents développements s'agissant du devoir de vigilance s'imposant aux entreprises (proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et une proposition de loi belge instaurant un devoir de vigilance et un devoir de responsabilité à charge des entreprises tout au long de leurs chaînes de valeur) renforcent encore l'importance de la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable. Le devoir de vigilance qui s'imposera aux entreprises une fois ces réglementations d'application implique en effet qu'elles identifient, préviennent et arrêtent les atteintes potentielles ou effectives aux droits humains, aux droits du travail et aux normes environnementales, tout au long de leur chaîne de valeur (la notion de chaîne de valeur comprend l'ensemble des filiales, sous-traitants, clients, investisseurs, avec lesquels l'entreprise entretient une relation commerciale).

Ces multiples développements participent d'un réel mouvement de fond. Il est ainsi significatif de rappeler qu'aux termes du récent Code des sociétés et associations, le Législateur belge a précisé que le but d'une société n'est plus celui de « procurer aux associés un bénéfice patrimonial direct ou indirect », le but de distribuer ou procurer à ses associés un avantage patrimonial direct ou indirect ne constituant plus qu' « un de ses buts ». En d'autres termes, la poursuite de buts relevant de la durabilité est aujourd'hui possible (si pas encouragé). Plus généralement enfin, plus personne ne peut raisonnablement contester aujourd'hui que le respect de l'intérêt social - qui conditionne la régularité des décisions prises par les

organes sociaux des entreprises - permet la prise en considération de l'intérêt de toutes les parties prenantes de l'entreprise (les « stakeholders ») et non seulement celui des actionnaires. Rien n'interdit donc les organes sociaux de prendre en considération des objectifs de gouvernance durable pour justifier de leurs décisions.

Un autre phénomène, qui justifie que les entreprises soient sensibilisées à la mise en place d'une stratégie de développement durable, est l'appétit croissant pour le contentieux.

Il est à cet égard intéressant de constater que les questions de responsabilité sociétale constituent un des vecteurs importants de contentieux et un des leviers de mise en œuvre de la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants, utilisé ici aussi par l'activisme de la société civile. Ainsi, dans le domaine environnemental ou climatique, de nombreuses affaires ont été récemment fortement médiatisées. Mentionnons à titre d'exemple l'emblématique affaire Shell dans laquelle cette dernière a été condamnée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 45% par rapport aux niveaux de 2019, d'ici la fin 2030 au motif que l'absence de mesures suffisantes pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 (COP 21) constituerait un acte ou une omission illicite au sens du droit de la responsabilité, ou, plus récemment, l'assignation en justice de la société Danone à laquelle certaines ONG reprochent de ne pas avoir de trajectoire de sortie du plastic.

Une autre source de contentieux, s'agissant des sociétés cotées, résulte de la montée en puissance de l'activisme actionnarial, qui n'est plus un phénomène purement anglo-saxon. Parmi les leviers d'action de plus en plus utilisés (outre la question de la rémunération des dirigeants et celle des mauvaises performances de la société), on relève les enjeux de durabilité. Un exemple bien connu en Belgique est celui des attaques menées par le fonds activiste Bluebell Capital Partners à l'encontre du groupe de chimie belge Solvay qui était accusé de polluer la côte toscane avec son usine de Rosignano. Après de longs mois de conflits larvés, les parties ont conclu un accord en septembre 2022 aux termes duquel Solvay a annoncé son intention de réduire considérablement le rejet de résidus de calcaire dans la mer provenant de son usine et d'investir dans un nouveau procédé de production de carbonate de soude devant permettre à Solvay de réduire ses émissions de CO2 et de réduire à zéro tout rejet de résidus calcaires d'ici 2050.

La proposition de loi instaurant un devoir de vigilance évoquée ci-dessus constitue une source additionnelle de contentieux possible. En effet, elle entend insérer dans le Code de droit économique le non-respect des obligations de vigilance parmi les infractions qui peuvent faire l'objet d'une ordonnance de cessation du Président du tribunal de l'entreprise. Voilà assurément un risque complémentaire d'actions en justice tendant à rechercher la responsabilité d'entreprises ou de leurs dirigeants en matière de durabilité.

L'attention qui doit être réservée aux phénomènes soulignés ci-dessus entraîne des conséquences certaines sur la gouvernance des entreprises. Diverses questions se posent à cet égard: définition par le conseil d'administration d'une stratégie ESG, nécessité de mettre en place des procédures de mise en œuvre/de contrôle de la stratégie ESG, utilité d'établir un rapport de durabilité, opportunité de nommer des administrateurs disposant de compétences ESG (ou un comité ESG, voire un responsable du management pour les questions ESG), ... La question n'est donc plus celle du choix, mais est une question d'urgence. Agissez maintenant avant qu'il ne soit trop tard. ■



« Un autre phénomène, qui justifie que les entreprises soient sensibilisées à la mise en place d'une stratégie de développement durable, est l'appétit croissant pour le contentieux. »

JEAN-QUENTIN DE CUYPER, Avocat au barreau de Bruxelles, partner Willkie Farr & Gallagher LLP Président du chapitre bruxellois des Alumni de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et de Développement - Genève

WILLKIE FARR & GALLAGHER LLP

Your lawyer in Belgium

Willkie provides strategic legal representation and trusted counsel to market-leading public and private companies operating around the world.

Our internationally recognized attorneys work seamlessly across practices to deliver efficient and effective solutions to complex problems. Working closely with clients, we promote their interests, protect their rights, and position them for long-term success.



Willkie at a glance

Established in 1888 130+ years of experience Approx. 1,000 lawyers HQ: New York

13 offices: Brussels, Chicago, Frankfurt, Houston, London, Los Angeles, Milan, New York, Palo Alto, Paris, Rome, San Francisco, Washington

Areas of expertise

Antitrust & Competition / Asset Management / Business Reorganization & Restructuring / Commodities and Energy / Communications & Media / Corporate & Financial Services: Capital Markets, Corporate Governance, Mergers & Acquisitions, Private Equity / Cybersecurity & Privacy / Digital Works / Environment, Health & Safety / Environmental, Social & Governance (ESG) / Executive Compensation & Employee Benefits / Finance / Global Trade & Investment / Insurance & Reinsurance / Intellectual Property / Litigation / Complex Commercial & Class Actions / Compliance, Investigations & Enforcement / ERISA Litigation / Patent & Other IP Litigation / Securities & M&A Litigation / Private Clients / Project Finance / Real Estate: Real Estate Finance / Tax

The firm

Willkie is an elite international law firm of approximately 1,000 lawyers based in thirteen offices in six countries. We represent companies across a wide spectrum of business areas and industries. Our core practices include M&A, private equity, asset management, bankruptcy and restructuring, complex litigation, and competition and antitrust. The firm comprises attorneys who are individually and as a group recognized as some of the world's foremost subject-matter advisors in their respective areas of practice. We are committed to continuing our 130-year history of excellence and service to our clients.

The Brussels office

Our Brussels office represents clients in a wide array of corporate and commercial transactions, litigation and is the hub of our European Antitrust & Competition Practice.

The corporate team advises on Belgian M&A, joint ventures, private equity, venture capital, and general corporate matters. Our lawyers also have significant experience in the areas of financial markets and investment regulation before Belgian regulatory authorities.

The Antitrust & Competition Team provides cuttingedge advice on all aspects of EU competition law. We represent international corporate clients, financial institutions, and private equity sponsors in complex merger control matters as well as in Foreign Direct Investment screening filings.

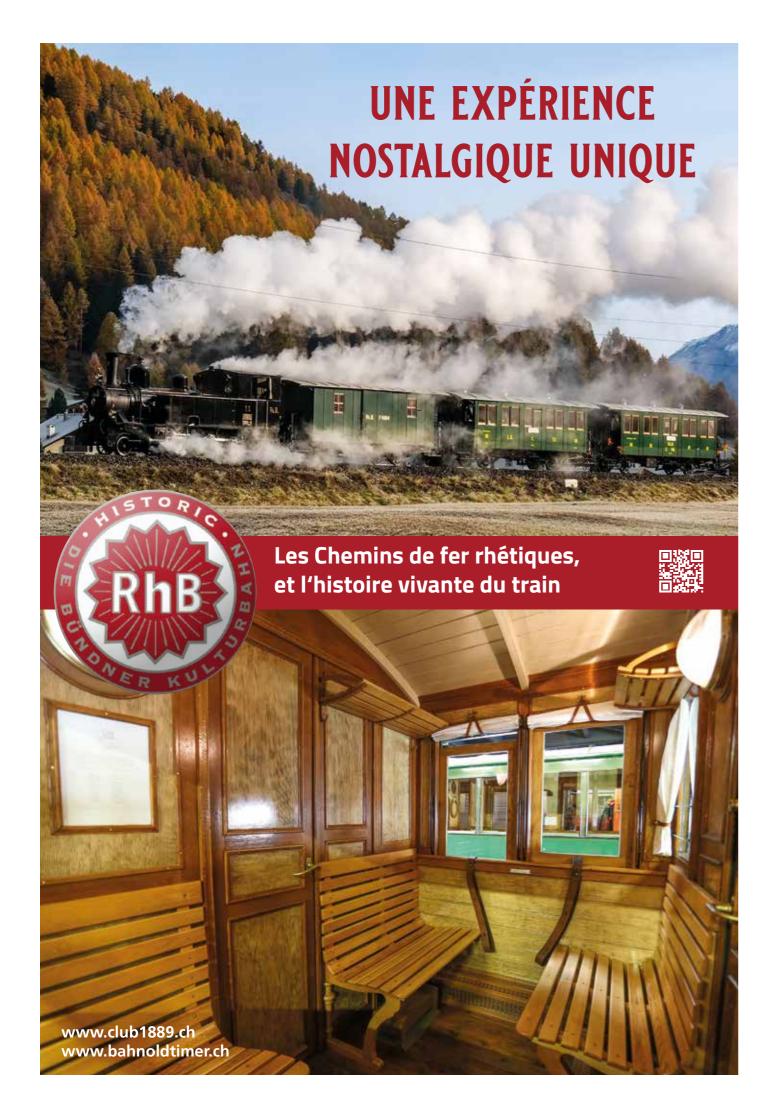
A new team recently joined our Brussels office to reinforce our litigation practice that covers a broad array of contentious matters, ranging from complex commercial or corporate litigation to white collar crime defense and investigations. The team represents companies and financial institutions and their executives, in high-stakes matters and all types of financial investigations, such as (cross-border) bribery, money laundering, export controls, trade sanctions and human rights.

Client service

Willkie's collaborative approach to client service is entrepreneurially inspired and client-focused. Clients grow with us over time. They hire us because of our reputation and our experience and build longstanding allegiances based on results and the collegial process by which they are achieved. Our focus on client service includes:

- A pragmatic approach to the practice of law that puts the client first and forms the basis for longstanding relationships
- Best-in-class practices that are frequently recognized by peers, clients and independent review publications
- An attention to successful collaboration that encourages our bright and energetic lawyers to serve clients' needs while maintaining high ethical standards and treating others with respect
- Lawyers who possess the legal knowledge and experience to handle any transaction and the ability to communicate effectively with clients.





Le règlement européen Taxonomie verte

Dans le langage commun, la taxonomie se définit comme la science des classifications. La taxonomie verte de l'UE est un système de classification des activités économiques permettant d'identifier celles qui sont durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire qui n'aggravent pas le changement climatique. Elle vise aussi à rendre transparente la part "verte" des activités d'une entreprise. En quelque sorte, une "boussole environnementale".



epuis la fin de l'année 2022, les entreprises doivent publier les informations concernant leur bilan carbone sur leurs sites.

Afin de s'assurer de la robustesse et de la solidité scientifique de cette classification, la Commission européenne a chargé un groupe d'experts indépendants de fixer les critères permettant de savoir si la performance environnementale d'une activité économique donnée est suffisante pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 et le niveau d'ambition fixé à l'horizon 2030.

Pour qu'une activité puisse bénéficier du label "vert" au sens de la taxonomie, elle doit contribuer de manière substantielle à au moins un des six objectifs suivants, sans porter un préjudice significatif aux cinq autres, tout en respectant des garanties minimales en matière de droits humains et de droit du travail.

Les six objectifs environnementaux sont :

- □ L'atténuation du changement climatique,
- □ L'adaptation au changement climatique,
- L'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et maritimes,
- □ La transition vers une économie circulaire,
- ☐ La prévention et le contrôle de la pollution,
- □ La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Sur la base des travaux des groupes d'experts, la Commission européenne a précisé les modalités de la mise en œuvre de la taxonomie.

* Les CAPEX (Capital Expenditures) sont les dépenses d'investissements relatives à des immobilisations corporelles et incorporelles dont l'évaluation permet d'apprécier les perspectives de croissance et retours sur investissements de l'entreprise. Les OPEX (Operational Expenditures) regroupent les dépenses d'exploitation liées à un produit, un système, ou une entreprise.

Le premier volet climatique de la taxonomie européenne, entré en vigueur le 1 ler janvier 2022, intègre les activités contribuant aux deux premiers objectifs de la taxonomie que sont l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Plus de 70 activités sont concernées, et représentant plus de 90% des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne. Après deux ans de discussions techniques, la Commission européenne a proposé le 31 décembre 2021 d'y intégrer notamment le gaz et le nucléaire, qui ont un rôle à jouer pour faciliter la transition vers les objectifs climatiques de 2030 et la neutralité climatique en 2050.

Les activités dites "habilitantes" et "transitoires"

Outre les activités durables qui contribuent directement à la réalisation d'au moins un des objectifs cités précédemment, la taxonomie comprend deux autres catégories d'activités :

- □ Les activités dites "habilitantes" qui permettent le développement des secteurs durables, en habilitant d'autres activités à contribuer à l'un des objectifs ;
- □ Les activités dites *"transitoires"* pour lesquelles il n'existe pas d'alternative bas carbone, mais dont les émissions de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances du secteur.

Sont concernés par cette nouvelle législation européenne : les *entre*prises soumises à l'obligation de publier des informations non-financières et les acteurs des marchés financiers au sein des Etats membres de l'UE.

Le calendrier est le suivant :

Pour **2022** (base du reporting 2021), qui est une année de transition, l'obligation de publication est simplifiée et essentiellement orientée vers l'éligibilité de certaines activités de l'entreprise.

Il convient donc de mentionner la part des activités éligibles et non éligibles (CA/chiffre d'affaires, CapEx*/ Capital Expenditures et OpEx*/Operational Expenditures) et des éléments qualitatifs pertinents associés.

Plus de 100 activités éligibles sont décrites dans les Actes Délégués basées sur les émissions de GES de scope 1 et 2, de l'*industrie manufacturière jusqu'aux arts, spectacles et activités récréatives*.

Comme c'est le premier rapport, il n'y a pas de comparatif à établir.

Pour **2023** (base du reporting 2022), l'obligation de publication concerne les Objectifs climatiques et un premier reporting complet reprenant la publication des 3 KPIs, les tableaux et éléments qualitatifs complets. Pour les autres objectifs environnementaux, il est également prévu un premier reporting complet. Il n'y a toujours pas de comparatif à établir.

Pour **2024** (base du reporting 2023), l'obligation de publication concerne les Objectifs climatiques et un deuxième reporting complet reprenant la publication des 3 KPIs, les tableaux et éléments qualitatifs complets ainsi qu'un an de comparatifs. Pour les autres objectifs environnementaux, il est également prévu un reporting complet.

NL

De Europese verordening van groene taxonomie

In de volksmond wordt taxonomie gedefinieerd als de wetenschap van de classificaties.

De Groene Taxonomie van de EU is een systeem voor het classificeren van economische activiteiten om vast te stellen welke duurzaam zijn voor het milieu, d.w.z. niet bijdragen tot klimaatverandering. Het is ook bedoeld om het "groene" deel van de activiteiten van een bedrijf transparant te maken.

Sinds eind 2022 moeten bedrijven en financiële instellingen informatie publiceren over hun koolstofvoetafdruk. ■

EN

50

The European Regulation of Green Taxonomy

In common parlance, taxonomy is defined as the science of classifications.

The EU Green Taxonomy is a system for classifying economic activities to identify those that are environmentally sustainable, i.e. do not add to climate change. It also aims to make the 'green' part of a company's activities transparent.

Since the end of 2022, companies and financial providers must publish information about their carbon footprint.

Building Bridges

Place financière genevoise : hub de la finance durable

Afin d'accélérer la transition durable, un engagement conjoint des secteurs financiers et académiques, de la politique et de la société civile fera la différence. Dans ce domaine, la place financière genevoise se positionne en pôle international de premier plan, notamment à travers la conférence Building Bridges.



EDOUARD CUENDET, Directeur de la Fondation Genève Place Financière

a nécessité d'une transition vers une économie plus résiliente et durable est unanimement reconnue au sein de la place financière suisse. En dirigeant les flux financiers vers des activités durables, le secteur financier apporte sa pierre à la transformation des marchés et à l'élaboration des modèles de demain. La finance durable propose une approche basée sur une vision à long terme. Or, cette notion d'équité intergénérationnelle correspond à l'ADN de la place financière helvétique, qui place le désir de transmission du capital au cœur de son ambition.

Le système financier mondial joue un grand rôle dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de l'Accord de Paris sur le climat. Avec CHF 8'830 milliards d'actifs sous gestion, la Suisse occupe une place au premier rang des centres financiers mondiaux. La Place financière dispose ainsi d'un effet de levier important et la finance durable est en passe de devenir la norme.

L'association Swiss Sustainable Finance (SSF) publie chaque année des données au sujet de l'évolution des placements durables effectués en Suisse. Les statistiques démontrent année après année une croissance à deux chiffres.

Des tendances lourdes se dégagent afin de pouvoir capitaliser sur cette dynamique. Les institutions financières suisses alignent de plus en plus leurs modèles d'affaires sur l'Accord de Paris sur le climat, en adoptant des initiatives telles que, d'une part, la Glasgow Financial Alliance for Net-Zero (GFANZ) et les initiatives connexes Net Zero Banking Alliance (NZBA) et Net Zero Asset Managers Initiative (NZAM), et d'autre part, les principes de l'ONU pour une banque responsable (PRB) dans leurs activités bancaires et les principes de l'ONU pour l'investissement responsable (PRI) dans leurs activités d'investissement.

Une réglementation incitative et une définition commune de la finance durable au niveau international sont essentielles

Quatre priorités ont été définies par la place financière suisse. En premier lieu, une réglementation incitative et une définition commune au niveau international sont essentielles afin d'accélérer ce processus et éviter les risques de « greenwashing ». L'Union européenne (UE) a été la première à émettre des standards de classification et de transparence pour les produits durables. En Suisse, on assiste à une forte implication des autorités fédérales et des associations professionnelles, qui œuvrent en faveur d'une autoréglementation. Cette dernière est considérée comme équivalente à l'approche réglementaire européenne.

En comparaison avec l'UE, le modèle suisse repose sur une action volontaire. Cette approche « bottom up » appelle à une coopération étroite entre toutes les parties prenantes. Dans ce contexte, les associations faîtières se sont rapidement mobilisées. En effet, en l'espace d'un an, trois réglementations ont été élaborées par l'Association suisse des banquiers (ASB) pour le secteur bancaire et par l'Asset Management Association Switzerland (AMAS) pour les gestionnaires d'actifs. Les deux premières concernent, d'une part, l'intégration des préférences et des risques ESG dans le conseil en investissement et la gestion de portefeuilles pour le secteur bancaire et, d'autre part, la promotion de l'efficacité énergétique pour les fournisseurs de prêts hypothécaires. La troisième autorégulation concerne les produits, avec des normes pour les gestionnaires d'actifs. Ces textes fondamentaux, publiés en 2022, contribuent à positionner la Suisse en tant que pôle international incontournable dans le domaine de la finance durable.





Cru de St-Saphorin « Les Blassinges ».

Pierre-Luc Leyvraz
Chemin de Baulet 4
CH-1071 Chexbres Suisse



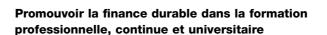
www.leyvraz-vins.ch

Visitez le vignoble en terrasses de Lavaux - classé au

Patrimoine Mondial de l'Unesco - et dégustez notre Grand

Nos vins sont notés 92 points chez Parker





La seconde priorité concerne la formation. L'intégration de la finance durable dans la formation professionnelle, continue et universitaire est une condition sine qua non pour que la place financière suisse reste à la hauteur des attentes de ses clients. C'est le seul moyen d'offrir des produits et des services attractifs qui répondent aux critères de durabilité. Ici aussi, les acteurs de la Place financière ne restent pas inactifs. Ainsi, la finance durable sera incluse dans la réforme de l'apprentissage, une des clés du succès du modèle économique suisse, qui entrera en vigueur en septembre 2023. Au niveau de la formation continue, la certification SAQ CWMA (Certified Wealth Management Advisor) a été mise en place en 2017 et constitue un gage de qualité dans le domaine de la gestion de fortune. Elle atteste que les professionnels employés par un établissement financier et qui détiennent un portefeuille clientèle disposent des compétences et connait les règles de conduite définies par la profession. Dès 2022, ce label a renforcé ses exigences relatives à la durabilité.

La numérisation et la fiabilité des données comme bases pour assurer le bon fonctionnement de la finance durable

La numérisation et la fiabilité des données ne doivent pas non plus être laissées de côté et constituent la troisième priorité. Le développement d'ensembles de données et d'indicateurs clés de performance (KPI) comparables et facilement utilisables est une question essentielle afin de permettre à la place financière suisse de continuer à jouer un rôle central dans la transition verte. Si les banques admettent qu'elles doivent renseigner leur clientèle sur la durabilité de leurs investissements, elles ont besoin pour cela des données des entreprises. En effet, les flux financiers reflètent les activités de l'économie réelle.

La transparence comme clef de voûte

Ceci conduit à la quatrième priorité : la transparence. À cet égard, les *Swiss Climate Scores*, élaborés par la Confédération en association avec le secteur financier et des ONG en juin 2022 offrent une plus grande transparence quant à l'alignement des investissements financiers sur l'Accord de Paris. Initiative pionnière, les Swiss Climate Scores positionnent la place financière suisse comme une source de données incontournable pour les clients et les investisseurs en Suisse et à l'étranger. La transparence des informations données aux clients vise à éviter tout décalage entre les attentes des investisseurs et les caractéristiques des produits durables proposés par les institutions financières.

Dans ce mouvement, Genève occupe une position unique au monde, grâce à son écosystème florissant qui réunit justement tous les acteurs susceptibles de prendre une part active à la transition durable : les établissements financiers, les asset managers, l'ONU, les ONG et autres organisations internationales, auxquels s'ajoutent un secteur académique de pointe, de grandes fondations privées et des autorités politiques engagées. Il n'est donc pas étonnant que la conférence internationale Building Bridges soit organisée à Genève.

Lancée en 2019, Building Bridges réunit chaque année en octobre l'industrie financière, la Genève internationale ainsi que les autorités fédérales et cantonales lors d'un Sommet, suivi par une septantaine d'événements contribuant à créer un écosystème propice aux échanges et à l'action. Lors de la troisième édition, qui s'est tenue en octobre 2022, près de l'900 participants en présentiel, issus de 51 pays, et 9'600 personnes en ligne, ont pu débattre avec des experts de renommée internationale et des voix fortes de la jeune génération. Dans le cadre de cette semaine consacrée à la finance durable, la Fondation Genève Place Financière et l'Association suisse des banquiers ont convié Simone Dettling, Head of Banking, UN Environment Finance Initiative (UNEP FI) et de Lucie Pinson, à la tête de l'ONG « Reclaim Finance » qui promeut le désinvestissement des énergies fossiles, afin de débattre des initiatives Net-Zero et de continuer de faire de la finance un catalyseur clé du changement. La prochaine édition de Building Bridges aura lieu à Genève du 2 au 5 octobre 2023.





NL

Building Bridges Het financiële centrum van Genève: een hub voorduurzame financiering

Om de duurzame overgang te versnellen zal een gezamenlijk engagement van de financiële en academische sector, de politiek en het maatschappelijk middenveld het verschil maken. Op dit gebied positioneert het financiële centrum van Genève zich als een internationale koploper, met name via de conferentie "Building Bridges".

EN

Building Bridges Geneva's financial centre: a hub for sustainable finance

In order to accelerate the sustainable transition, a joint commitment from the financial and academic sectors, politics and civil society will make the difference. In this field, the Geneva financial centre is positioning itself as a leading international pole, notably through the Building Bridges conference.



CANTON ET RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

CANTON ET RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

SWISSNEWS 2023-2024



Genève, Capitale mondiale des Chambres de Commerce

u 21 au 23 juin 2023, Genève devient la capitale mondiale des chambres de commerce : la 13e édition du Congrès mondial des chambres de commerce (13WCC) y réunit 1.500 acteurs économiques, chefs d'entreprises et décideurs du monde entier. Forum économique d'envergure, ce Congrès est coorganisé par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), la Chambre de commerce internationale (ICC) et sa Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF).

Pour la première fois en Suisse et placé sous le signe du « multilatéralisme au service de la paix et de la prospérité » - qui représente l'ADN de Genève -, le Congrès, avec plus de 80 conférenciers et 40 sessions, aborde les tendances et défis mondiaux, actuels et futurs, qui définissent les activités des chambres de commerce et des entreprises. Trois thèmes sont déclinés sur trois jours : le multilatéralisme, l'innovation et la durabilité.

Les PME suisses et internationales sont particulièrement mises à l'honneur. Les chefs d'entreprise présents peuvent s'inspirer et échanger sur des sujets comme la stabilité et la prévisibilité des affaires à moyen et long terme, les conditions cadre des entreprises au niveau global, les enjeux de numérisation et d'innovation ainsi que les préoccupations relatives à la durabilité à tous les niveaux de l'entreprise, l'un des maillons essentiels du multilatéralisme.

Rôle capital des chambres de commerce

Le 13WCC est une occasion unique de connecter les voix des secteurs publics et privés, de mettre en lumière le rôle capital des chambres de commerce, qui œuvrent au service de l'économie.

En témoigne le soutien apporté à l'exportation par la délivrance de carnets ATA qui simplifient les formalités douanières lors de passages temporaires des frontières. A titre d'exemple, en 2022, la CCIG a émis près de 2.300 carnets ATA pour une valeur supérieure à CHF 1 milliard et délivré quelque 16.000 certificats d'origine.

A l'affiche, des orateurs et oratrices de renom : le Pr. Klaus Schwab (fondateur et président, WEF), Christoph Mäder (président, economiesuisse), Peter Brabeck-Letmathe (président émérite de Nestlé et président du Geneva Science and Diplomacy Anticipation), Mathias Cormann (secrétaire général, OCDE), Pamela Coke-Hamilton (directrice, Centre du Commerce International, ITC), Tatiana Valovaya (directrice générale, ONU à Genève), Ngozi Okonjo-Iweala (directrice générale, OMC), Carole Hubscher (présidente du Conseil d'Adminis-

tration, Caran d'Ache), David Bach (professeur de stratégie et d'économie politique et doyen de l'innovation et des programmes, IMD), Patrick Odier (président, Building Bridges), Julia Binder (directrice du Center for Sustainable and Inclusive Business et professeur d'innovation durable et de transformation des entreprises, IMD), María Mendiluce (directrice générale, We Mean Business Coalition), Simone Wyss Fedele (présidente, S-GE), John W.H. Denton AO (secrétaire général, ICC), Nicolás Uribe Rueda (président Fédération mondiale des chambres) et Alexandre Fessas (secrétaire général, Court internationale d'arbitrage).

Occasion unique de collaboration, discussion, réseautage

Le 13WCC offre aux participants une occasion unique d'entrer en contact. Pour la première fois lors d'un tel Congrès, un *Business Circle*, créé au milieu du hall d'exposition, offre un espace de rencontres conçu pour faciliter le réseautage d'affaires, formel et informel, permettre de découvrir, tester et examiner des produits et aider les entreprises à mieux réaliser des affaires.

Pour Vincent Subilia, directeur général de la CCIG: « Genève, capitale du multilatéralisme, se réjouit d'accueillir ce grand forum économique qui mettra en lumière le rôle capital des chambres de commerce qui œuvrent au service de l'économie et des entreprises. ».

Pour John W.H. Denton AO, secrétaire général d'ICC: « Le Congrès de Genève sera une excellente occasion pour les dirigeants d'entreprises et des chambres de commerce d'échanger sur les problèmes mondiaux et de démontrer le pouvoir d'un multilatéralisme plus inclusif comme une voie efficace vers plus de paix, de prospérité et l'égalité des chances pour tous. »

Pour Nicolás Uribe Rueda, Chair, ICC World Chambers Federation: « Les chambres de commerce travaillent au soutien des économies et des collectivités du monde entier. Elles sont une voix vitale pour les micros, petites et moyennes entreprises dans l'économie mondiale et un catalyseur du commerce transfrontalier. »

Parmi les sponsors : MSC, Turkish Airlines, Nestlé, M3, Eversheds Sutherlands, IMD, Firmenich, Glencore, Aéroport de Genève, Ports Francs Entrepôts de Genève, Media One.

Via la Fondation Genève Tourisme & Congrès, la cérémonie d'ouverture bénéficie du soutien financier de l'Etat de Genève. ■

https://13wcc.iccwbo.org/

Grand Genève et charte



ANTONIO HODGERS, Conseiller d'Etat, République et Canton de Genève, et Président du Groupement de coopération transfrontalière (GLCT) du Grand Genève

Le Grand Genève : un territoire franco-suisse aux multiples ressources et aux enjeux partagés vec plus d'un million d'habitants rassemblés sur le Canton de Genève, le Genevois français et le District de Nyon, le Grand Genève est l'un des territoires les plus dynamiques d'Europe mais aussi l'un des plus complexes puisqu'à cheval sur la France et la Suisse. Se loger, travailler, suivre sa scolarité, profiter de la nature, faire ses courses, s'adonner à ses loisirs...dans tous ces usages quotidiens, la notion de frontière n'a plus de sens.

Depuis sa création, la mission des partenaires du Grand Genève est justement d'organiser des solutions aux défis qui se posent en termes de déplacements, d'aménagement du territoire et de ressources naturelles, tout en veillant à préserver les ressources de cet espace situé entre le Jura et le Salève. Ces acteurs franco-suisses ont engagé un programme de travail à long terme pour protéger la qualité de vie des habitants : réduction des nuisances, préservation du territoire, coordination des enjeux en termes de mobilité, d'urbanisation et d'environnement.

NL

Groot Genève: een Frans-Zwitsers grondgebied met talrijke hulpbronnen en gemeenschappelijke uitdagingen

De regio Groot Genève (Genève, Nyon en Frans Genève) staat voor talrijke uitdagingen op het gebied van verkeer, ruimtelijke ordening en beheer van natuurlijke hulpbronnen. In de afgelopen tien jaar zijn reeds talrijke projecten uitgevoerd om deze uitdagingen in het belang van de levenskwaliteit aan te gaan. Er is ook een handvest ondertekend om overeenstemming te bereiken over de uitdagingen van de ecologische overgang voor deze grensoverschrijdende agglomeratie, met tien sociale en milieudoelstellingen voor 2050.

EN

Greater Geneva: a Franco-Swiss territory with multiple resources and shared challenges

The Greater Geneva area (Geneva, Nyon and the French Genevois) is faced with numerous challenges in terms of travel, land use and natural resource management. Over the last ten years, many projects have already been implemented to meet these challenges in the interests of quality of life. A charter has also been signed to agree on the challenges of the ecological transition for this cross-border conurbation, with ten environmental and social objectives set by 2050.

Cette vision se concrétise au travers de projets d'agglomérations soumis aux appels à projet de la Confédération suisse. **Depuis 2007, ce sont près de 650 millions de francs qui ont été accordés au Grand Genève.** Sur les 10 dernières années, de nombreuses réalisations ont ainsi pu se concrétiser, comme des lignes de trams transfrontaliers, l'emblématique Léman Express et ses pôles d'échange, une voie verte ou encore des bus à haut niveau de service. De futures infrastructures de transports publics, ou dédiées à la mobilité des cycles et piétons, verront également le jour ces prochaines années. Je pense en particulier à la création de deux nouvelles voies vertes ou aux nouveaux trams transfrontaliers. Le 4e projet d'agglomération sera d'ailleurs subventionné à hauteur de 141 millions par la Confédération pour des mesures à réaliser d'ici 2028 sur sol suisse et français.

On le constate, la coopération des acteurs franco-valdo-genevois est donc une évidence, mais aussi une urgence. Elle doit aussi permettre désormais de mener des politiques pour répondre à l'urgence climatique et préserver les ressources vitales que nous partageons. L'enjeu porte moins sur la gestion du nombre d'habitants qui peuplera le Grand Genève que sur l'organisation et la qualité de vie dans l'agglomération. La démarche « Grand Genève en transition » initiée en 2021 fédère les acteurs du bassin de vie franco-suisse en ce sens.

Une charte a d'ailleurs été signée en janvier 2023 par les acteurs du Grand Genève. Elle a pour but de s'accorder sur les enjeux de la transition écologique pour l'agglomération transfrontalière. Comment ? En partageant et en élargissant nos expériences respectives développées depuis de nombreuses années, notamment dans les domaines de la gestion de l'eau, de la protection de la qualité de l'air ou de la valorisation de la biodiversité.

Ce document fixe des principes généraux qui vont permettre de développer par la suite des projets précis. Dix objectifs environnementaux et sociaux ambitieux ont ainsi été fixés d'ici 2050. La charte prévoit par exemple d'atteindre la neutralité carbone mais aussi d'obtenir un bon état de 100% des masses d'eau. La régénération de la biodiversité, la préservation des sols ou la poursuite du développement ferroviaire à l'échelle régionale figurent également parmi ses priorités.

Si elle définit le rôle et la responsabilité de chacun, cette charte exprime aussi la volonté de développer un partenariat transfrontalier et un dialogue fructueux avec les acteurs de la société, indispensables pour réellement enclencher des changements profonds.

56





Best Tax For You is a Swiss company specialising in relocation of high net worth individuals to any country as well as in tax and estate planning and wealth structuring.

 $w\ w\ w\ .\ b\ e\ s\ t\ t\ a\ x\ f\ o\ r\ y\ o\ u\ .\ c\ o\ m$



Beautés naturelles et artistiques



environnement à préserver est fait de beautés, celles que nous offre la nature et celles que nous proposent les artistes. Il y a bien sûr d'autres "places to be" à Genève : les quartiers anciens, la cathédrale Saint-Pierre, la Place Neuve, le quartier des Bains....

L'Horloge fleurie et le Jardin Botanique

Horloge suisse la plus photographiée sans doute, l'Horloge fleurie est composée de 6.500 plantes et fleurs et elle se situe dans un jardin anglais. A deux pas d'un jet d'eau qui est un des symboles de la ville!

Elle sert aussi un peu d'invitation à aller au Jardin botanique dont la serre tempérée, la serre tropicale ou le jardin d'hiver se sont spécialisés pour proposer aux yeux et à l'esprit les fleurons de diverses parties du monde, dans un immense espace de verdure qui s'étend sur près de 28 hectares. Un havre de paix comme

Genève sait en proposer, au milieu de l'effervescence citadine.

Entre beauté et tranquillité, ce parc dispose d'une incroyable variété de fleurs avec près de 16.000 espèces qui proviennent du monde entier. Mais aussi d'un arboretum, d'un espace animalier, d'un herbier de 5 millions d'échantillons. La bibliothèque publique du Conservatoire du jardin possède près de 220.000 ouvrages. Après la beauté, une curiosité intellectuelle?

Et l'art ?

Pour les amateurs de chef d'œuvre, c'est « La pêche miraculeuse » de Konrad Witz, un des deux volets du retable qui orna l'autel de la Cathédrale de Genève, actuellement au Musée d'art et d'histoire, qu'il faut aller voir pour savourer toute la beauté du paysage et les expressions des personnages de cette scène évangélique, vue avec les yeux d'un artiste du 15^{ème} siècle.



Since 1979

Independent **Private Wealth Management** & Family Office Services

Our highly experienced investment managers deliver a personalised boutique service providing tailored solutions to Swiss and International clients.

Certified by the Swiss Financial Market Supervisory Authority (FINMA) and a founding member of the Swiss Association of Wealth Managers (VSG-ASG).

Your Wealth. Our Expertise. Your Future.

Renalco SA

Rue du Général-Dufour 15 • 1204 Geneva • Switzerland www.renalco.ch • info@renalco.ch • +41 22 321 17 00

CANTON ET RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

SWISSNEWS 2023-2024



Le Palais des Nations, second plus grand siège de l'ONU après celui de New York, n'oblige pas à entrer dans un bâtiment pour s'offrir son quota d'art. La « Broken Chair », sculpture monumentale de l'artiste suisse Daniel Berset, trône à la Place des Nations. Réalisée d'après une idée de Paul Vermeulen, cofondateur de Handicap International Suisse, elle symbolise les méfaits des mines personnelles et, depuis 1997, s'adresse aux hommes politiques qui viennent siéger à Genève.

Dans son parc , on peut admirer la fameuse « Sphère armillaire » ou sphère céleste. Cadeau de la Fondation Woodrow Wilson, elle orne un bassin devant le Palais des Nations à Genève depuis 1939 et est un symbole international de l'astronomie mais surtout de la Connaissance.

Enfin, est-il meilleur endroit pour admirer une fresque monumentale illustrant le combat d'une vie pour la paix ? L'œuvre en céramique de Hans Erni, réalisée en un an alors que l'artiste avait fêté ses cent ans et inaugurée en juin 2009, occupe les murs de l'entrée du Palais des Nations. Avec ses deux panneaux, chacune long de 30 mètres sur 2 mètres de haut, elle est la plus grande fresque en céramique de Suisse en superficie et en nombre de carreaux en grès.

Son titre de *"Ta panta rei"* (en grec "tout mouvement") symbolise le combat pour la paix et les espoirs de paix, de liberté et de justice sociale de tous les peuples de la terre.

Elle témoigne de l'art et du style si particulier d'Erni: figures mythologiques, corps nus et athlétiques, colombe de la paix, allusions au progrès et au sport, sertis d'une ligne blanche qui les unit.

Séduits par ce projet, des citoyens genevois ont constitué une association afin de recueillir des dons et de lancer une souscription publique.

Le musée Patek Philippe

L'horloge fleurie ne serait-elle pas aussi une invitation à aller voir le musée Patek Philippe, un musée atypique qui, sur 4 niveaux, retrace l'histoire de l'horlogerie à Genève, mais aussi celle de l'émaillerie, entre le $XVI^{\rm e}$ siècle et le $XX^{\rm e}$ siècle.

Au travers de montres, d'automates à musique, de portraits miniatures sur émail...

Le Patek Philippe Museum est logé dans un magnifique bâtiment industriel construit en 1919-1920 et converti en salons privés à l'atmosphère chaleureuse et feutrée, un écrin adapté à ses richesses.

NL

Natuurlijke en artistieke schoonheid in Genève

De meest gefotografeerde Zwitserse klok, de Flower Clock, bestaat uit 6.500 planten en bloemen en staat in een Engelse tuin. Op een steenworp afstand van een waterstraal die een van de symbolen van de stad is!

Het nodigt u ook uit om naar de Botanische Tuin te gaan, waar de gematigde kas, de tropische kas en de wintertuin bijna 16.000 soorten uit de hele wereld herbergen.

Voor kunstliefhebbers: ga "De wonderbare visvangst" van Konrad Witz bewonderen in het Museum voor Kunst en Geschiedenis, bezoek het Patek Philippe Museum, een etalage voor de horlogekunst van Genève, en ga naar het Palais des Nations, het op één na grootste hoofdkwartier van de VN.

Er is kunst in de open lucht: de "Broken Chair", een monumentale sculptuur van de Zwitserse kunstenaar Daniel Berset, roept het kwaad van persoonlijke mijnen op en is gericht aan de politici die in Genève komen zitten; de "Armillary Sphere" symboliseert kennis; het monumentale keramische fresco van Hans Erni illustreert een levenslange strijd voor vrede.

EN

Natural and artistic beauties in Geneva

The most photographed Swiss clock, the Flower Clock is composed of 6,500 plants and flowers and is located in an English garden. Just a stone's throw from a water jet which is one of the symbols of the city!

It also invites you to go to the Botanical Garden, where the temperate greenhouse, the tropical greenhouse and the winter garden are home to almost 16,000 species from all over the world.

For art lovers, you should go and admire Konrad Witz's "The Miraculous Draught of Fishes" at the Museum of Art and History, visit the Patek Philippe Museum, a showcase for Geneva's watchmaking art, and go to the Palais des Nations, the second largest UN headquarters.

Art is in the open air: the "Broken Chair", a monumental sculpture by Swiss artist Daniel Berset, evokes the evils of personal mines and is addressed to the politicians who come to Geneva to take their seats; the "Armillary Sphere" symbolises knowledge; the monumental ceramic fresco by Hans Erni illustrates a lifelong struggle for peace.

Événements

Cocktail d'Automne

8 JUIN 2022

> Château de La Hulpe

Le Château de La Hulpe sert de cadre au traditionnel cocktail d'été, qui est l'occasion de remercier les membres de la Chambre, ainsi que ceux qui s'intéressent à l'actualité de la Suisse.

Outre les quelque 125 convives, les vins et fromages suisses étaient conviés à ce rendez-vous annuel, rejoints cette année par la Williamine, l'eau-de-vie de poires Williams produite par la Distillerie Morand.

Ce cocktail a été l'occasion de distribuer le Swissnews 2022/2023, consacré à la résilience de l'industrie suisse, secteur où les entreprises ont souvent choisi des créneaux de niche dont elles sont devenues leaders.

U1 >
LL. EE. l'Ambassadrice
R. Adam et
l'Ambassadeur Ph. Brand
02 >
MM. Roy Edwards
et Ph. Kenel
03 >
Mme V. Halloin entourée
de MM. V. Jacobs et

M. Helbig de Balzac

04 >
Mmes R. Abiuso,
St. Van der Auwera et
A. Tourguieva
05 >
S.E. l'Ambassadeur
Ph. Brandt entre
M. R. Saborit et
Mme B. Buess
06 >
MM. M. Pirson et A. Hubert

07 >
MM. R. Saborit et
V. Bresmal
08 >
MM. A. Janssens de
Bisthoven, V. Jacobs
et L. Claus en compagr
de Mme M. Le Grand



Dialogue avec M. Elie Barnavi

6 SEPTEMBRE 2022 > à l'Hôtel Le Plaza

Comment et dans quel ordre présenter les différentes facettes d'Elie Barnavi : historien, militaire, philosophe, diplomate, écrivain...? Il est l'invité de la Chambre à l'occasion de la publication de mémoires malicieusement intitulées "Confessions d'un bon à rien", qui lui permettent de délivrer un certain nombre de messages.

Le président - ami d'Elie Barnavi - tient le rôle d'intervieweur et prévient qu'il ne posera pas trop de questions... parce que les réponses seront longues. Rien d'étonnant à cela, puisque la vie d'Elie Barnavi est diverse et riche.

Une belle occasion d'entendre un témoin direct de l'émigration de Juifs vers Israël, des relations de ce pays avec le monde arabe, de la dichotomie d'être vu comme Israélien en Europe et comme Européen en Israël, d'être un "empilement d'identités". Son témoignage sur le monde et son Histoire récente dépasse sa vie personnelle et en éclaire bien des moments. ■



01 > M. E. Barnavi entouré de M. A. Jesuran, Mme E. Malinowska et son compagnon, Mme Cl. Jesuran et M. H. Simons

02 >
M. Ch. Rapin et Mme
l'Ambassadrice R. Adam
03 >
M. Ph. Kenel présente

04 > Toute la conviction d'E. Barnavi

60

Dîner de Noël Festival Visions du Réel

14 NOVEMBRE 2022 > à Flagey

Concurrence du Championnat du monde de football oblige : le dîner de Noël de la Chambre, souvent situé au moment de la Saint-Nicolas, devance encore un peu plus la période des Fêtes cette année, puisqu'organisé le 14 novembre.

Cette réunion repose sur un scénario en trois temps : tout d'abord, la projection du film "Fuku Nashi" de la cinéaste helvético-japonaise Julie Sando, film qui a remporté, lors du festival Visions du Réel 2022, la compétition nationale dédiée aux longs et moyens métrages produits en Suisse.

La projection est suivie d'un cocktail convivial dans un foyer de Flagey, puis d'un dîner-conférence qui voit dialoguer Emilie Bujès, la directrice du Festival, et Julie Sando, la réalisatrice.

Investissant une dizaine de salles moyennes à Nyon et environs, Vision du Réel est devenu un des 4 principaux festivals du film documentaire : il attire quelque 60.000 visiteurs... ■

Julie Sando et sa grandmère dans "Fuku Nashi"

M. A. Renggli et son

des oratrices par M. Ph. Kenel 04 > M. F. Bau

Une table captivée Mmes E. Buiès et J. Sando



Dîner-conférence avec S.E. l'Ambassadeur Markus Börlin

"Tour d'horizon des défis politiques de la politique extérieure Suisse (et européenne) sur base de ma carrière personnelle"

7 DÉCEMBRE 2022 > au Cercle Munster - Luxembourg

Récemment nommé à Luxembourg, l'Ambassadeur Markus Börlin, titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Bâle, évoque son parcours.

Actif au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) dès 1990, il effectue des stages à Berne et à Ottawa. C'est le point de départ d'une carrière très diversifiée qui va lui permettre d'acquérir des compétences larges dans les matières politiques, économiques et culturelles.

Il acquiert notamment une spécialisation en gestion de crise, car il est en poste à Nairobi en 1997 et est un témoin de première ligne des attaques-suicides des Ambassades américaines de Nairobi et de Dar-es-Salam par Al-Qaïda. Il établit alors un système de gestion de crise utile en cette période troublée, qui lui servira encore bien souvent. Comme Chef de la division des affaires politiques VI (Suisses de l'étranger), il devra s'occuper du rapatriement de Suisses lors de nombreuses crises.

En septembre 2014, il est nommé Ambassadeur et Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. En 2018, l'Ambassadeur Börlin part pour New York où il est nommé Consul général de Suisse à New York avec le titre d'Ambassadeur. Les "Chats with the Ambassador" - ces conversations, de format court, avec des responsables économiques - ont pour mission de développer les liens commerciaux entre les Etats-Unis et la Suisse.

"La nomination à Luxembourg, c'est une fin de carrière plus proche de la Suisse", conclut l'Ambassadeur Börlin. ■



M. Ph. Kenel introduisant la réunion

L'Ambassadeur Börlin s'adressant à MM. Ph. Kenel, Fr. Vial et W. Meijst

M. et Mme Haelg, MM. St. Porchet et Th. Keller

MM. P. Berce et R. Goeres

Partenaire média Partenaires institutionnels Office fédéral de la culture OFC **SRG SSR** Direction du développement et de la coopération DD national de cinéma Nyon DIVERS SWISSNEWS 2023-2024

Cocktail de Nouvel An

7 FÉVRIER 2023 > Luxembourg

Pour le cocktail de Nouvel An, cuvée 2023, la Chambre s'est réunie au restaurant de Chr. Kaempf, situé Place Guillaume Ier, en plein centre de Luxembourg.

Derrière une vitrine qui mettait à l'honneur la Veuve Cliquot, l'espace en L a été agrémenté de quelques mange-debout et réaménagé pour pouvoir accueillir une cinquantaine d'invités dans une atmosphère chaleureuse et conviviale, dans un décor où les spécialités et les produits d'épicerie fine invitent à l'épicurisme.

Pas de long discours mais des petits groupes où toute l'actualité politique, environnementale ou culturelle a été passée en revue, avec force souhaits et dans l'espoir qu'en 2023, le contexte soit plus paisible et davantage favorable aux projets positifs.

La Veuve Cliquot en vitrine

Un accueil réaménagé

02 >

Mme A. Birgen et M. Ph. Kenel 04 >

M. R. Goeres

MM. C. Cravat et C. Kaempf

La traditionnelle raclette



Sustainable Finance: Market based vs rule based

Finance durable : Basée sur le marché ou sur des réglementations

14 MARS 2023 > au Cercle Munster, Luxembourg

L'Investissement Responsable est au cœur de la finance durable, car il permet d'intégrer, dans les processus d'investissement et de gestion, des critères ESG, environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Ce sujet très tendance a été traité au Cercle Munster par un panel d'orateurs pour avoir une vue à 360° du sujet. Mme Esther Widmer, Directrice générale du Swiss Finance Council, rappelle que les premiers produits financiers durables ont produits financiers durables duraété lancés en Suisse dès les années '80 et situe les différentes réglementations qui ont visé à encadrer ce segment de marché.

Mme Alexandra Merlino, Responsable des affaires réglementaires Europe, Pictet & Cie (Europe), a souligné les points importants, du point de vue d'un gestionnaire financier: la transparence dans l'information, l'application de critères comparables entre législations, l'interopérabilité, la vision à long terme, l'adéquation aux objectifs de durabilité des investisseurs et enfin, le rejet du greenwashing.

Le troisième orateur, M. Lennart Duschinger, conseiller en finance durable au Ministère des finances du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, a fait écho des principaux positionnement adoptés par les instances européennes. ■

MM. F Baur, D. Kruse et A. Palewar 02 >

M. F. Baur en conversation avec Mme A. Merlino et M. L. Duschinger MM. l'Ambassadeur M. Börlin et St. Porchet Mme B. Homsy

La salle de conférence 06 > L'intervention de Mme E. Widmer



ADMINISTRATEURS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE POUR LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Président M. Philippe KENEL * CABINET D'AVOCATS PYTHON B - 1050 Bruxelles

Vice-Présidents M. Robert GOERES * GOERES HORLOGERIE L - 2340 Luxembourg

M. Michel PIRSON * ASSURANCES DE WATERLOO

B - 1410 Waterloo

Trésorier M. Michel PIRSON * ASSURANCES DE WATERLOO B - 1410 Waterloo

Administrateurs Mme Sophie AUREZ VICTORINOX AG DE-79761 Waldshut-Tiengen

M. François BAUR* **ECONOMIESUISSE** B - 1000 Bruxelles

M. Philippe BERNARD L-8067 Bertrange

M. Vincent BRESMAL* SWITZERLAND CHEESE MARKETING BENELUX B - 1060 Bruxelles

M. Cédric de MEEÛS HOLCIM B - 1000 Bruxelles

M. Michel GEELHAND NOVARTIS PHARMA B - 1800 Vilvoorde

M. Christian KAEMPFF* KAEMPFF - KOHLER L- 6947 Niederanven

M. Janusz LINKOWSKI ROCHE PHARMA S.A. B- 1070 Bruxelles

M. Claude I OITS IMPRIMERIE DE HOEI-LAART

M. Charles MÉDART

B-1560 Hoeilaart

M. Marc MEURANT B - 1040 Bruxelles

B-2540 Hove

M. Yves NEUJEAN * B - 1000 Bruxelles

M. Christophe RAPIN KELLERHALS CARRARD CH-1002 Lausanne

M. Jean RUSSOTTO B - 1050 Bruxelles

M. Paul SOYEUR* B - 1428 Lillois-Witterzee

* Membres du comité de direction

MEMBRES D'HONNEUR

M. Philippe BRANDT Ambassadeur de Suisse en Belgique

M. Markus BÖRLIN Ambassadeur de Suisse au Grand-Duché de Luxembourg

Mme Rita ADAM Ambassadrice. Cheffe de la Mission de la Suisse auprès de l'Union européenne M. Pierre-Yves SIMONIN M. Anton THAI MANN M. Robert MAYOR M. Jean-Jacques de DARDEL

M. Bénédict de CERJAT M Christian MEHWLY Anciens Ambassadeurs de Suisse en Belgique

Mme Ingrid APELBAUM-PIDOUX M. Philippe GUEX M. Urs HAMMER M. Christian FOTSCH M. Markus DUTLY-PERREN Anciens Ambassadeurs de Suisse au Grand-Duché

de Luxembourg

M. Carlo JAGMETTI M. Alexis LAUTENBERG M. Dante MARTINELLI M. Bernhard MARFURT M. Jaques de WATTEVILLE M. Roberto BAI 7ARFTTI Anciens Chefs de Mission, Ambassadeurs de la

Suisse auprès de l'Union

européenne

M. Pierre-Yves GENTIL M. André JAQUET M. Georges ROOST M. Claude DESSEILLE M. Marc MFURANT Anciens Présidents

LE CONSEIL FÉDÉRAL

Président de la Confédération : M. Alain BERSET

Département fédéral de justice et police (DFJP)

Mme Elisabeth BAUME-SCHNEIDER

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

M. Guv PARMELIN

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) M. Albert RÖSTI

Département fédéral de l'intérieur (DFI)

M. Alain BERSET

Département fédéral

des finances (DFF) **Mme Karin KELLER-SUTTER**

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

M. Ignazio CASSIS

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) Mme Viola AMHERD



ADRESSES DES AMBASSADES DE SUISSE

Ambassade de Suisse en Belgique

Place du Luxembourg 1

B - 1050 Bruxelles

Tél: +32 2 285 43 50 Fax: +32 2 230 45 09

E-mail: bru.vertretung@eda.admin.ch

benelux@eda.admin.ch

Ambassade de Suisse au Grand-Duché de Luxembourg

Boulevard Royal, 25 A L - 2449 Luxembourg

Tél: +352 22 74 74 1 Fax: +352 22 74 74 20

E-mail: lux.vertretung@eda.admin.ch

benelux@eda.admin.ch

Mission de la Suisse auprès de l'Union européenne

Place du Luxembourg, 1 B - 1050 Bruxelles Tél: +32 2 286 13 11

Fax: +32 2 230 45 09

E-mail: brm.vertretung@eda.admin.ch

ASSOCIATIONS SUISSES EN BELGIQUE

IL EXISTE DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS SUISSES EN BELGIQUE OFFRANT DE LARGES POSSIBILITÉS DE RENCONTRE À LA CINQUIÈME SUISSE DE BELGIQUE.

Union Suisse de Bruxelles

L'objectif de l'Union Suisse de Bruxelles est de permettre aux Suisses et Amis de la Suisse de se rencontrer lors de diverses activités, dont le Jass tous les 15 jours.

Président : M. René STREHLER

17 Rue Th. Vander Elst - 1170 Bruxelles

Tél. : +32 2 675 30 22 (Bureau)

Renseignements auprès de M. Jean-Paul Lebrun : usbrxl@gmail.com

Société Suisse d'Anvers

Créée en 1887, elle organise notamment des activités permanentes : Table ronde et Jass tous les mercredis à partir de 15h00 à la Brasserie De Gouden Legende, Floraliëlaan 531 à 2610 Antwerpen-Berchem.

Président : M. Walter FRETZ Grote Steenweg 32 - 2600 Berchem Tél. : +32 3 233 80 57

Société Suisse de Liège - Verviers

Fondée en 1904, la Société Suisse de Liège-Verviers organise annuellement une demi douzaine de manifestations : visites de musée, de parc d'attractions ou soirée au théâtre.

Présidente : Mme Florence Roth

Consul honoraire de Suisse à Liège
62 Rue des Blés - 4420 St-Nicolas

Tél.: +32 4 252 22 27

info@suisseliege.be - http://www.suisseliege.be

Société Suisse de Charleroi

La Société Suisse de Charleroi a été fondée en 1893. Son but est de regrouper les Suisses habitant Charleroi et son arrondissement afin de consolider les sentiments de patriotisme et d'amitié qui unissent tous les confédérés. Actuellement les membres se réunissent deux fois par an: une fois au printemps en Assemblée Générale et une fois en décembre pour le traditionnel repas de Noël.

Personne de contact : M Jacky DUCARROZ Avenue des Sapins 3 - 7020 Mons Tél. : +32 479 98 47 59

Société Philhelvétique de Bruxelles

La Société Philhelvétique est une société caritative d'aide aux nécessiteux suisses et d'octroi de bourses d'études.

Président : M. Alain ZIEGLER 100 avenue Montjoie - 1180 Bruxelles Tél. : +32 2 374 64 52 (Privé) Tél. : +32 2 422 21 11 (Bureau)

Société Suisse de Tir de Bruxelles

Son objectif est de permettre aux membres de la Communauté suisse de Belgique de s'exercer au tir d'armes de guerre. Elle participe à différents concours.

Président : M. Claude JORAY

Layon des Mouflons 4 - 1300 Wavre

Tél. : +32 475 82 69 99

Friends of Switzerland

Organisés par economiesuisse, Switzerland Cheese Marketing et la Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles, les Friends of Switzerland sont l'occasion pour les amis de la Suisse de se rencontrer. Ils se déroulent une fois par trimestre au Press Club à 18 heures.

Contact: bruxelles@economiesuisse.ch

FONDATION



EXHIBITIONS

SAINT-PAUL-DE-VENCENIELE TORONI, 864 PRINTS OF N°50 BRUSH

BRUSSELS ANDRE CADERE, EXPANDING ART











PRIVATIZE OUR SPACES FOR YOUR EVENTS

INFO@FONDATIONCAB.COM WWW.FONDATIONCAB.COM

